

ALGÉRIE-AFRIQUE
M. Loukal rappelle à Malabo l'engagement de l'Algérie pour l'intégration régionale de l'Afrique

P. 6



EUROPE-AFRIQUE:
L'Europe et l'Afrique doivent travailler ensemble pour un partenariat "fort et renouvelé"

P. 15



DÉBUT AUJOURD'HUI DES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT À TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL

BAC : Plus de 674.000 candidats concernés

Plus de 674.000 candidats se présenteront, dès aujourd'hui, aux épreuves du baccalauréat (session 2019) à travers tout le territoire national, répartis sur 2339 centres de déroulement.

P. 4



SITUATION POLITIQUE EN ALGÉRIE

CONFÉRENCE NATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE:

Appel à accélérer la transition démocratique conformément à un processus électoral

L'ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT M. BENBITOUR:

«Le Hirak a réussi en 3 mois à résoudre les dysfonctionnements de la société et du pouvoir»

P. 3

JUSTICE

Installation de Abderrachid Tabi au poste de Premier président de la Cour suprême

P. 3

SANTÉ

CANCER DE LA PROSTATE

Manger trop gras favorise son apparition

P. p 12-13

FOOTBALL

CAN-2019 / PRÉPARATION (ALGÉRIE - MALI):

Vaincre et convaincre avant l'Egypte

La sélection algérienne de football affrontera son homologue malienne aujourd'hui au stade Jassim Bin-Hamad à Doha à huis clos (19h00 algériennes) dans ce qui sera son dernier test préparatoire, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet).

P. 21

SAISON ESTIVALE:

10.000 enfants des wilayas du Sud et du Sahara occidental dans les camps d'été à Alger

P. 24

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTRE-BANDE ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

120 kg de kif traité saisis à Ain Defla, Bechar, Tlemcen, et Oran

P. 24

MDN

Visite demain au profit des journalistes au Centre de recherche et de développement de la construction aéronautique

La direction régionale de l'information et de la communication du ministère de la Défense organise demain 17 juin, une visite guidée au profit des journalistes au niveau du Centre de recherche et de développement de la construction



Horaire des prières

Dimanche 13 Chawwal 1440

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 03:25 |
| Dohr | 12:49 |
| Asr | 16:40 |
| Maghreb | 20:13 |
| Isha | 21:57 |



JEUDI À L'HÔTEL RADISSON BLU Présentation du nouveau Centre de formation de Siemens Algérie



A l'occasion de l'inauguration de son nouveau centre de formation en Algérie «Healthcare Academy», Siemens Algérie, organise jeudi 20 juin à partir de 10h à l'hôtel Radisson Blu, une conférence de presse consacrée à la présentation du Centre sis à Hydra (Alger). Soucieuse du bien-être des patients et de l'optimisation du diagnostic des pathologies, à travers la «Healthcare Academy», Siemens Algérie vise à entretenir les connaissances des professionnels de santé et à améliorer leurs compétences.

CE MATIN AU CNFPS Célébration de la journée de l'enfant africain



La ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mme Ghania Eddalia, présidera ce matin à partir de 9h30, au Centre national de formation pour le personnel spécialisé (CNFPS) de Bir Khadem, la célébration de la journée de l'enfant africain.

DEMAIN AU CIC Célébration du 50e anniversaire de la vaccination obligatoire

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, présidera demain lundi 17 juin à partir de 8h30, au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif-Rahal (Club des Pins, Alger), la célébration du 50e anniversaire de l'institution de la vaccination obligatoire.



DEMAIN AU MUSÉE DU MOUDJAHID Enregistrement de témoignages

Le musée national du Moudjahid, organise demain lundi à partir de 10h, la 371e rencontre élargie aux directions et musées régionaux, consacrée à l'enregistrement de témoignages de moudjahidine et moudjahidate sur la guerre de libération nationale.

CINÉMATÈQUE ALGÉRIENNE Projection du film «La dolce vita»

Pendant une semaine, l'Institut français d'Alger, l'Institut culturel italien d'Alger et la cinémathèque d'Alger, proposent aux cinéphiles de découvrir les plus grands chefs d'œuvre des coproductions entre l'Italie et la France, depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui. A cet effet, le film «La dolce vita» sera en projection cet après-midi à 16h à la cinémathèque algérienne (Entrée libre).



Météo



| | Max | Min |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 29° | 18° |
| Oran | 29° | 17° |
| Annaba | 30° | 19° |
| Béjaïa | 26° | 18° |
| Tamanrasset | 42° | 30° |

MARDI AU COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA Projection de trois films

Dans le cadre de son programme cinématographique, l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), organise mardi 18 juin au Planétarium du complexe culturel de Chenoua (Tipasa), la projection des films : «Polaris, le sous-marin spatial», «We are the stars» et «Explore».



DU 18 AU 23 JUIN À LA SAFEX 52e Foire internationale d'Alger



Sous le thème Algérie : « Diversification économique et opportunités de partenariat en perspective », la 52ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), se tiendra du 18 au 23 juin 2019; au Palais des Expositions des Pins-Maritimes (Safex-Alger). Cet événement représente à nouveau un espace d'échange économique dans divers secteurs d'activité en offrant aux opérateurs économiques étrangers et nationaux des opportunités de partenariat et d'investissement. La participation Algérienne sera représentée par un nombre important d'entreprises publiques et privées dans les différents secteurs industriels : les industries chimiques et pétrochimiques, les industries agroalimentaires, les industries mécaniques et métallurgiques, les industries électroniques et électroniques, Travaux publics et construction, les services et secteur de partenariat. Plus de 15 pays issus des 4 continents participeront à ce Rendez-vous, à l'instar des partenaires traditionnels de l'Algérie : (la Chine , la Turquie , les USA, la France , Allemagne , Tunisie , Syrie ...). En marge de cette édition, des conférences seront programmées et animées par des experts économiques qui débattront plusieurs sujets d'actualité.

HIER À 00H34 Secousse tellurique de magnitude 3.5 enregistrée à Ain Témouchent



Une secousse tellurique de magnitude 3.5 sur l'échelle ouverte de Richter, a été enregistrée hier à 00h34 (heure locale) dans la wilaya de Ain Temouchent, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au Sud de Tamzoura (wilaya de Ain Temouchent), a précisé la même source.

ORAN «El faqir», premier spectacle de rue pour enfants

Un nouveau spectacle de rue, le premier à être destiné uniquement aux enfants, intitulé "El faqir" (le pauvre), est en montage à Oran, a-t-on appris hier du directeur du Théâtre régional "Abdelkader Alloula" (TRO). "Il s'agit de la première production du TRO dédiée aux enfants dans le but de les imprégner de la tradition populaire de la 'halqa' si chère au regretté dramaturge Alloula", a précisé à l'APS Mourad Senouci. L'idée, a-t-il expliqué, est partie de l'affluence du jeune public observée aux différentes représentations de la pièce "El harraz" qui constitue le premier spectacle de rue produit l'année dernière par le TRO. Mourad Senouci est l'auteur du texte du nouveau spectacle "El faqir" qu'il a décidé d'offrir aux petits en cette période marquée par la célébration des journées africaine et mondiale de l'enfant. La mise en scène est assurée quant à elle par Leila Touchi, la réalisatrice de la pièce "El harraz" qui a été jouée avec succès dans différents quartiers populaires d'Oran et d'autres villes du pays. Outre "El faqir" dont la générale est prévue le 8 juillet prochain, le TRO est également investi dans la coproduction, avec la coopérative théâtrale "Mass-Art", d'un autre spectacle de rue intitulé "Ennadj" (le survivant) écrit et mis en scène par Adila Bendimered.



CONFÉRENCE NATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE: Appel à accélérer la transition démocratique conformément à un processus électoral

Les acteurs de la société civile, réunis hier à Alger en conférence nationale, ont appelé à l'accélération de la transition démocratique fluide conformément à un processus électoral concrétisant «la rupture» et garantissant l'édification d'institutions crédibles.

L'initiative annoncée, lors de cette conférence réunissant trois dynamiques, à savoir la Confédération des syndicats autonomes, le Forum civil pour le changement et le Collectif de la société civile qui compte plusieurs associations et organisations de droits de l'Homme, met en avant la nécessité de «l'accélération de la transition démocratique fluide conformément à un processus électoral concrétisant la rupture avec les systèmes de tyrannie et de corruption et garantissant l'édification d'institutions légitimes et crédibles.

L'initiative a proposé «l'installation d'une personnalité nationale ou d'une instance présidentielle consensuelle supervisant la période de transition pour la reprise du processus électoral pour une période de 6 mois à un an au maximum».

Les acteurs de la société civile suggèrent, également, «la formation d'un Gouvernement de compétences nationales pour la gestion des affaires et l'installation d'une instance indépendante chargée de la super-



vision, l'organisation et l'annonce des résultats de l'élection, en garantissant les mécanismes de contrôle».

Elles ont appelé, dans ce sens, à «l'ouverture d'un dialogue national global avec la classe politique, les personnalités nationales et la société civile ainsi que les activistes du Hirak populaire au sujet de la situation politique et socioéconomique du pays».

La société civile a exhorté, à ce propos, l'en-

semble des forces agissantes à adhérer à son initiative et à œuvrer à sa concrétisation et à sa réussite, affirmant que «l'aboutissement du processus électoral requiert la préparation d'un climat général pour l'exercice des droits et des libertés individuels et collectifs et le respect des droits de l'Homme à travers des mesures d'accompagnement du processus politique afin d'instituer la confiance des citoyens et garantir une adhésion ef-

fective à ce processus». Les travaux de la Conférence de la société civile se sont poursuivis avec l'intervention de nombre de représentants de syndicats, d'associations et d'organisations nationales, qui ont «valoriser» l'initiative politique proposée et souligné unanimement que cette rencontre était «un acquis historique». Cette initiative devrait être soumise à la classe politique et à des personnalités nationales lors d'une autre rencontre.

AHD 54

Le dénouement de la crise qui sévit dans le pays doit être la priorité de tous

Le dénouement de la crise qui sévit dans le pays «doit être la priorité de tous», a estimé hier à Constantine le président du parti Ahd 54, Ali Faouzi Rebaïne. «Ces mois de manifestations populaires massives imposent la recherche d'une solution et une entente politique la plus large possible sur un certain nombre de postulats de base», a précisé Rebaïne lors d'un meeting animé en présence des cadres et sympathisants de sa formation politique tenu au centre culturel, Benbadis.

Il a ajouté, dans ce contexte, que sa formation politique participera à la conférence nationale prévue le 29 juin prochain avec une «batterie de propositions, d'idées et de suggestions pour la concrétisation du changement et les réformes escomptées».

Saluant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le redressement de la situation du pays, le président du parti Ahd 54 a soutenu qu'après cette conférence, une feuille de route sera élaborée et communiquée par sa formation politique en vue de participer avec force à l'élection présidentielle qu'il préconise avant la fin de l'année en cours.

M. Rebaïne a appelé les adhérents à son parti de s'impliquer efficacement en élargissant et en restructurant leur base localement en prévision des prochaines échéances mettant l'accent sur l'importance de la mise en place «d'une instance électorale indépendante qui veillera à garantir une élection transparente et libre».

Le responsable politique a également appelé à poursuivre le mouvement populaire jusqu'à l'aboutissement de toutes les revendications exprimées notamment «le départ des figures apparentées au système».

Le Hirak a réussi en 3 mois à résoudre les dysfonctionnements de la société et du pouvoir (Benbitour)

L'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour a considéré hier à Khenchela que «le mouvement populaire, El Hirak, a réussi en 3 mois à résoudre les dysfonctionnements de la société et du pouvoir en Algérie».

Lors d'une conférence animée à la bibliothèque centrale de la ville, Benbitour a estimé que le Hirak a eu un impact positif sur le peuple algérien «guéri, a-t-il souligné, de plusieurs de ses maux». L'expert en économie a estimé que les multiples dysfonctionnements que connaissait le pays avant le mouvement populaire enclenché le 22 février passé avait conduit vers «un Etat dilué incapable d'aller de l'avant», ajoutant que «les comportements civilisés de millions d'Algériens ont montré la capacité à en guérir lorsque la volonté est au rendez-vous».

«Le peuple algérien, a ajouté le confédéré, a montré au monde par les marches qu'il tient en chaque fin de semaine qu'il était capable de changer beaucoup de choses négatives par l'esprit de citoyenneté affiché dans les 48 wilayas depuis trois mois».

«L'aisance financière qu'a connue le pays au cours des dernières années n'a pas été exploitée comme il se doit par la direction du pays affectant par conséquence l'économie du pays à moyen et long termes», a encore relevé Benbitour. Il a aussi estimé qu'au lieu de développer la production nationale, «les revenus engrangés par le trésor public avaient servi à élever la facture des importations».

M. Benbitour a considéré en outre que les changements qui s'opèrent dans le monde et sur l'équilibre des puissances en place exigent de l'Algérie comme des autres pays «de s'adapter à ces changements géostratégiques nouveaux». Au terme de sa conférence organisée à l'initiative de l'association jeunesse et développement de la wilaya de Khenchela, M. Benbitour a appelé «à tirer leçons des expériences des autres pays arabes et trouver de nouvelles idées pour sortir de la crise et engager le pays sur la voie de la prospérité».

APS

PARTIS

Adopter un dialogue avec les acteurs de la société pour sortir de la crise actuelle (Talaie El-Houriat)

Le membre du bureau politique chargé de l'organisation au parti Talaie Hourrite, Youcef Benaïcha, a plaidé hier à Ouargla pour la nécessité d'adopter «un dialogue constructif» entre les différents acteurs de la société pour sortir le pays de l'actuelle crise politique.

S'exprimant lors d'un regroupement régional tenu à la maison de la culture «Moufidi Zakaria» d'Ouargla en présence des cadres et militants du parti au niveau des wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa et Laghouat, M. Benaïcha a souligné que «depuis l'enclenchement du mouvement po-

pulaire le 22 février dernier, le parti a, à maintes reprises, exprimé son opinion sur la crise politique qui s'inscrit d'emblée dans la contribution à ce Hirak populaire».

«Le parti Talaie El-Houriat s'atèle, durant cette conjoncture politique, à promouvoir les structures de cette formation politique, améliorer sa performance, élargir sa base militante et vulgariser son programme», a indiqué ce responsable politique. Cette rencontre fait partie d'une série de rencontres tenues par la direction du parti au niveau de certaines wilayas du pays pour examiner la situation

de cette formation et ses structures, selon les organisateurs.

Ce regroupement régional s'assigne comme objectifs l'ouverture de débats entre les cadres locaux et militants durant cette conjoncture politique actuelle que vit le pays, l'examen des voies de contribution du parti à l'amélioration de cette situation, a-t-on expliqué.

Cette rencontre constitue une réunion d'organisation liée au volet structurel du parti, notamment après son extension aux 48 wilayas depuis sa création en 2015, ont indiqué les organisateurs.

JUSTICE

Le nouveau Premier président de la Cour suprême appelle à l'intensification des efforts en vue de réaliser les aspirations du peuple

Le nouveau Premier président de la Cour suprême, Abderrahich Tabi a appelé, hier à Alger, à l'intensification des efforts et à l'unification des rangs en vue de réaliser les aspirations du peuple qui aspire à vivre «au sein d'une société juste régie par un pouvoir judiciaire indépendant».

«Les grands défis qui se posent au secteur de la Jus-

tice en cette période nous interpellent, nous magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de Justice, notamment le Collectif de défense, quant à l'impératif d'intensifier les efforts et d'unifier les rangs pour être à la hauteur des aspirations du peuple qui a exprimé son souhait de vivre au sein d'une société justice, ambition légitime, régie par un pouvoir judiciaire in-

dépendant dont tous les membres doivent faire preuve d'éthique et mener à bien, chacun en ce qui le concerne, les rôles qui leur sont assignés», a indiqué M. Tabi à l'occasion d'une cérémonie organisée à l'issue de son installation ainsi que celle du Procureur général près la Cour suprême, Abderrahmane Madjid.

Par ailleurs, le Premier président de la Cour su-

prême a exprimé sa «pleine disponibilité» à servir la Justice, le mieux qu'il peut, indiquant que «l'indépendance du pouvoir judiciaire est désormais une revendication sociale par excellence». Il a ajouté en outre que «la période sensible et cruciale que traverse le pays se veut une étape décisive à travers laquelle le citoyen aspire à l'édification de l'Etat de droit».

BAC 2019 : Plus de 58.000 candidats attendus ce jour dans la wilaya d'Alger

Plus de 58.000 candidats, dont quelque 20.000 candidats libres, sont attendus, aujourd'hui, aux épreuves du Baccalauréat, BAC session 2019, ont indiqué samedi des responsables des Directions de l'Éducation (DE) (est, ouest et centre) de la wilaya d'Alger.

Le nombre global des candidats aux épreuves du Bac à Alger s'élève à 58.602, dont 20.717 candidats libres, répartis sur un total de 179 centres de déroulement au niveau des DE est, centre et ouest, encadrés par un personnel pédagogique de 15.234 encadreurs.

Dans ce sens, le Secrétaire général (SG) de la DE d'Alger-Centre, Rachid Zerrar, a déclaré à l'APS que "18.717 candidats, dont 8.113 candidats libres, passeront les épreuves de cet examen de fin de cycle secondaire, assurant que "toutes les préparatifs fin prêts pour les accueillir".

Ces candidats seront répartis sur 56 41 centres de déroulement et encadrés par 4138 professeurs, 547 administrateurs et 56 observateurs, a-t-il précisé, ajoutant que les dispositions en termes de transport et de restauration ont été finalisées et les conditions nécessaires au bon déroulement de cet examen national réunies.

Pour sa part, Mme Sonia Gaïd, responsable de la DE d'Alger-Ouest a affirmé que tous les moyens matériels et humains étaient "au point" pour garantir le bon déroulement de cet examen, qui concerne à Alger-Ouest 19.888 candidats, dont 6093 candidats libres et 27 candidats aux besoins spécifiques, répartis à travers 66 centres de déroulement et encadrés par 5552 encadreurs.

Concernant Alger-Est, le SG de la DE d'Alger-Est, Aïssa Omari a déclaré que le nombre des candidats attendus aux épreuves du Bac, session 2019, s'élève à 19.997, dont 6511 candidats libres et 112 autres relevant des établissements pénitentiaires. Soulignant que 5941 encadreurs sont mobilisés à travers 65 centres d'examen pour assurer le bon déroulement de cet examen, M. Omari a faisant état également de 14 candidats aux besoins spécifiques.

APS

AÏN DEFLA Plus de 650 policiers mobilisés dans 33 centres

La Sûreté de la wilaya d'Aïn Defla a déployé 650 policiers pour la sécurisation des épreuves du baccalauréat pour cette année au niveau de 33 centres d'examen, a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

En prévision de cet examen national qui se déroulera du 16 au 20 juin 2019, les services de la wilaya d'Aïn Defla ont pris toutes les dispositions sécuritaires et préventives afin d'assurer la sécurité dans les centres d'examen en mobilisant plus de 650 policiers, tout au long des cinq jours d'épreuves, précise la même source.

Ce dispositif sécuritaire soutenu par des moyens humains, matériels et techniques a été mis en place en coordination avec les services de la direction de l'éducation de wilaya représentés par les directeurs qui supervisent cette opération.

Les policiers ont été déployés directement dans les centres d'examen, et plusieurs d'autres ont été affectés à la sécurisation du périmètre de ces centres, et dans le centre de collecte et de correction, ainsi qu'il y'aura des policiers pour l'escorte et l'acheminement des sujets d'examen et des copies, a ajouté le communiqué.

La Cellule de communication de la sûreté de wilaya a indiqué que tous les dispositifs de prévention ont été mis en place pour faciliter la circulation à proximité des centres d'examen et assurer la sécurité des candidats à travers des points de contrôle fixes et d'autres mobiles en vue de la réussite de toutes les conditions réunies pour le bon déroulement des épreuves du baccalauréat à travers tout le territoire de la wilaya.

Salim Ben

EDUCATION

Plus de 674.000 candidats attendus ce jour aux épreuves du Baccalauréat à travers le territoire national

Plus de 674.000 candidats se présenteront, dès aujourd'hui, aux épreuves du baccalauréat (session 2019) à travers tout le territoire national, répartis sur 2339 centres de déroulement.

Sur les 674.831 candidats dont 411.431 scolarisés et 263.400 libres, 54,56% sont des filles, selon les statistiques du ministère de l'Éducation nationale.

4226 candidats détenus passeront également les épreuves du baccalauréat répartis sur 43 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale en tant que centres d'examen, sous la supervision de l'Office national des examens et concours (ONEC).

Pour garantir le bon déroulement des épreuves qui s'étaleront sur cinq jours, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a affirmé que les procédures habituelles seront conduites cette année, à l'instar de la demie heure supplémentaire et des deux sujets au choix pour chaque matière et chaque filière.

Concernant l'heure d'ouverture des centres d'examen du Baccalauréat, le premier responsable du secteur a fait savoir que les portes seront ouvertes à 7H30 et l'entrée pour tous les candidats se fera à 8H00, soulignant que les retardataires pourront, jusqu'à 8H30, rejoindre les classes d'examen avec la consignation de leurs noms sur des registres de retard.

Le ministre a tenu à préciser qu'aucun retard ne sera autorisé au-delà de cette heure (8H30). Les mêmes dispositions sont applicables pour les épreuves de l'après-midi qui débiteront à 15H00, a-t-il ajouté, expliquant que l'ouverture des portes aura lieu à 14H30, et que tout candidat retardataire verra son nom consigné sur le



registre prévu à cet effet. Par ailleurs, le ministre a annoncé que des bus seront mobilisés, au niveau de chaque wilaya, pour assurer le transport des candidats des zones éloignées. A cette occasion, M. Belabed a appelé les parents des candidats à repérer les centres d'examen à l'avance pour éviter les retards le jour J.

Mobilisation des services de la police, de la gendarmerie et de la protection civile pour la réussite de l'examen

Parmi les autres mesures relatives à la sécurisation du baccalauréat et à la garantie de sa crédibilité, le ministère de la Défense nationale (MDN) a doté les annexes de l'ONEC d'appareils de brouillage, en vue de lutter contre la fraude électronique lors de cet examen.

M. Belabed a affirmé que ce genre de mesures coercitives de lutte contre la fraude "a démontré son ef-

ficacité et a permis de réaliser des résultats positifs ces dernières années, notamment avec la création de l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication relevant du ministère de la justice, doté des moyens juridiques et réglementaires nécessaires".

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé 18.000 policiers à travers le territoire national pour veiller à la sécurisation des examens du baccalauréat 2019. Les forces de police se déploieront également au niveau des périmètres extérieurs des centres d'examen et assureront l'acheminement et la distribution en toute sécurité des sujets d'examen à travers tous les centres ainsi que le transport des copies vers les centres de compostage.

De son côté, le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en

place un dispositif sécuritaire spécial encadrant le déroulement des examens de fin d'année scolaire des trois paliers de l'enseignement général (primaire, moyen et secondaire), à travers un plan spécial prévoyant la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement de ces examens au niveau des 48 wilayas et la sécurisation des centres d'examen et de leurs périmètres relevant des territoires de compétence de la Gendarmerie nationale.

A cet effet, la direction générale de la protection civile a mis en place un dispositif opérationnel, fort de 39.000 agents d'intervention, tous grades confondus, ainsi que la mobilisation de 2.197 ambulances et de 1.338 camions anti-incendie, pour veiller à la sécurité des élèves et des encadreurs. Les résultats du baccalauréat seront annoncés vers le 20 juillet prochain.

BACCALAURÉAT : Plus de 18.000 policiers mobilisés pour la sécurisation des examens (Sûreté nationale)

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé plus de 18.000 policiers à travers le territoire national, pour la sécurisation des examens du Baccalauréat, session 2019, a indiqué, vendredi, la Direction dans un communiqué. «En prévision du déroulement de l'examen du Baccalauréat, session 2019, la DGSN a pris une série de mesures sécuritaires pour accompagner et sécuriser ces épreuves, et ce à travers la mobilisation de 18.014 policiers à travers l'ensemble du territoire national qui veilleront à la sécurisation des centres d'examen», a noté le communiqué. Les différentes unités de police mobilisées à cette occasion veilleront à la sécurisation des centres d'examen et des périmètres avoisinants relevant de leur territoire de compétence.

Il s'agit, également, d'assurer l'es-



sorte des sujets et des feuilles d'examen et le renvoi des colis vers les centres de compostage. Les dispositifs sécuritaires ont été renforcés, également, par des patrouilles mobiles et pedestres aux heures d'examen où une grande affluence des candi-

dats accompagnés de leurs parents est enregistrée, et ce pour garantir la fluidité du trafic routier au niveau des principaux axes menant aux centres d'examen. Les épreuves du baccalauréat, débiteront le dimanche 16 juin courant.

SCHIZOPHRÉNIE: La difficulté de la prise en charge face à la complexité de la pathologie (conférenciers)

La prise en charge de la schizophrénie fait face en Algérie à diverses contraintes, notamment en nombre de praticiens spécialisés et en structures, d'autant plus accentuées par la nature complexe de la pathologie, ont relevé, hier à Alger, des intervenants lors d'une conférence dédiée à la prévention de celle-ci.

Tout en précisant que la tendance universelle de l'évolution de la schizophrénie est de 1 % de la population globale, le Pr Mohamed Chakkali, sous-directeur de la Promotion de la Santé mentale au ministère de la Santé, a révélé, qu'en Algérie, seulement 1 millier de psychiatres et autant de psychologues sont chargés du suivi de près de 42.000 malades, à l'échelle nationale.

Par ailleurs, un «déficit» est ressenti en termes de lits, le nombre de 5000 actuellement disponibles au niveau des structures de soins étant en-deçà des besoins, a-t-il déploré, soulignant l'importance de la formation spécialisée, face à une maladie nécessitant une «continuité et un rééquilibrage» en soins, aussi bien en hospitalisation qu'en ambulatoire.

À ce propos, le même responsable a plaidé pour «une normalisation» du recours à l'électrochoc, tout en insistant sur la notion du respect des droits de l'homme, dans la mesure où il est établi que celle-ci est souvent bafouée dans les services de santé mentale, de par le monde.

Le Pr Chakkali a également évoqué le problème de non application des textes réglementaires et a appelé à la mise en place de «passerelles» entre les secteurs public et privé ainsi qu'à la sensibilisation de la société quant à une «meilleure connaissance» de la maladie.

Celle-ci, a-t-il expliqué, étant entourée de «tabous» et faisant l'objet de «discriminations».

En outre, il a recommandé la «consolidation de la multisectorialité», la schizophrénie interpellant plusieurs secteurs concernés comme ceux de l'Éducation nationale, de

la Solidarité nationale, ainsi que l'application des textes réglementaires inhérents à la prise en charge de cette maladie.

Autant d'axes qui ont été intégrés dans le Plan national de Promotion de la Santé mentale, a-t-il assuré, mais dont la mise en œuvre nécessite un «long chemin» à parcourir, d'autant plus que l'origine de la schizophrénie demeure inconnue et est multiforme.

«C'est une maladie très lourde et très invalidante et la seule où le malade n'a pas envie de se soigner, ce qui rend la tâche très difficile», conclut le Pr Chakkali.

Pour le Professeur en psychiatrie, Farid Kacha, la complexité de la maladie réside dans «la difficulté d'identification» de ses symptômes par le praticien, dès lors que le malade fait face à un «désordre de la perception de la réalité», explicite-t-il, notant l'impératif de lui administrer un «traitement» pour rééquilibrer celui-ci.

À ce sujet, il évoquera l'importance pour les parents «d'être proches de leurs enfants dès leur jeune âge afin de détecter» les symptômes

révélateurs de troubles mentaux, faisant savoir que les médicaments destinés à la schizophrénie ne font pas partie de ceux pour lesquels les toxicomanes observent une addiction.

La schizophrénie face à la précarité sociale

Présidente de l'Association des parents et amis des malades mentaux (APAMM), Mme Salima Khireddine, a axé son intervention sur la dimension sociale de la maladie, dont la prise en charge est contrariée par la précarité de nombreuses familles, a-

t-elle relevé, qualifiant de «dérisoire» l'aide financière octroyée aux malades.

Rappelant que tout patient majeur peut bénéficier de 4000 DA, l'intervenante a fait état de nombreuses familles en charge de plus d'un (01) malade mental, évoquant le cas d'enfants issus des mariages consanguins, souvent à l'origine des troubles mentaux, citant l'exemple d'une famille comptant sept (07) enfants tous atteints de schizophrénie, de trisomie, de surdité, de mutisme et autres troubles psychiques.

L'association, qui a vu le jour en 2000 et activant à Alger, s'attèle comme elle le peut, sans subvention étatique aucune et au gré de la générosité de tiers, à aller vers les malades, dont beaucoup ne sont pas déclarés en raison du ½ «tabou et de la honte» qui entourent toute pathologie mentale, indique Mme Khireddine, faisant savoir que son association compte plus de 500 adhérents.

Aussi, plaide-t-elle pour une «sensibilisation» des parents et des patients eux-mêmes pour appréhender plus correctement la maladie et pour que les parents des concernés acceptent de soigner leur progéniture en souffrance, car, argumente-t-elle, «plus les soins tardent, plus sera lourde la prise en charge médicale».

Ceci, poursuit-elle, d'autant plus que celle-ci est «économiquement très coûteuse», sachant que la durée minimum d'une hospitalisation se situe souvent entre 4 et 5 mois au moment des crises.



Se réjouissant de la décision, prise en 2002, de créer des centres intermédiaires dédiés à la santé mentale, à travers le territoire national, elle déplore néanmoins que seul celui d'Alger, sis à Bouchaoui, est «concrètement fonctionnel», faisant savoir que l'établissement prend en charge les malades sur le plan psychothérapeutique, «une fois stabilisés» en milieu hospitalier.

Cette rencontre, première du genre, a réuni notamment des spécialistes algériens et étrangers, aux côtés de malades et leurs parents, et a permis aux participants de mieux s'imprégner des caractéristiques et des modalités de prise en charge de la maladie, s'agissant notamment des nouveautés thérapeutiques introduites à l'échelle mondiale.

La schizophrénie est un trouble mental sévère et chronique appartenant à la classe des troubles psychotiques qui apparaît généralement au début de l'âge adulte (entre environ 15 et 20 ans), à la même proportion chez les femmes et les hommes. Ses symptômes s'organisent autour de trois axes qui sont la désorganisation ou la dissociation, le délire paranoïde ainsi que les symptômes déficitaires ou négatifs (repli sur soi, désinvestissement, diminution des capacités de penser, de parler, d'agir, etc).

AGRICULTURE

M.Omari procède au lancement de la campagne moissons-battage à partir de Sedraya (Médéa)

Le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, M.Charif Omari, a procédé, hier, à Sedraya, est de Médéa, au lancement officiel de la campagne de moisson battage pour la saison 2019.

M.Omari a révélé, en marge du lancement de la campagne, que trois millions et demi d'hectares ont été consacrés, cette saison, aux cultures céréalières, assurant que les premiers indices observés sur le terrain augurent d'une bonne récolte et devraient couvrir une partie des besoins du pays.

Tous les moyens ont été mis en place par les pouvoirs publics, dans le but de renforcer notre sécurité alimentaire et rationnaliser nos importations en blé», a soutenu le ministre, rappelant dans le même contexte, les efforts déployés dans le secteur afin d'augmenter les superficies irriguées.

Plus d'un million trois cent mille hectares de surfaces irriguées ont été réalisés, à ce jour, selon M.Omari, grâce au plan de développement de ce segment, initié par les pouvoirs publics, précisant que l'objectif initial du secteur est d'atteindre le seuil des deux millions d'hectares, d'ici quelques années.

Le premier responsable du département de l'agriculture avait procédé, dans la matinée, à la mise en exploitation du système d'irrigation du périmètre de Beni-Slimane, qui s'étend sur une superficie de deux mille hectares, à partir du nouveau barrage de la région, d'une capacité de 28 millions de M3, destiné exclusivement au secteur de l'agriculture.

ENVIRONNEMENT

Coup d'envoi d'une caravane de 100 jeunes pour participer à la campagne nationale de nettoyage des plages

Une caravane, forte de 100 jeunes issus de la wilaya de Bouira, été lancée hier par les autorités locales de la wilaya pour prendre part à la campagne nationale de nettoyage des plages à la veille de la période estivale.

Le coup d'envoi de la caravane a été donné à partir du siège de la wilaya par le chef de l'exécutif Mustapha Limani, qui s'est réjoui de voir les jeunes de sa wilaya prendre part à ce genre d'action environnementale, initiée par la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya et l'Office des établissements de jeunes (ODEJ).

«Une centaine de jeunes bouirris qui constitue cette caravane prendra part à la campagne de nettoyage des plages dans la wilaya voisine de Béjaïa», a expliqué à l'APS le directeur de l'ODEJ, Houcine Hemmal, précisant que cette action s'inscrit dans le cadre des activités des jeunes en prévision de la période estivale.

Dans le cadre du programme estival, l'ODEJ de Bouira prévoit également d'organiser un camp de jeunes auquel prendront part 1000 garçons et filles.

«Nous avons aussi une autre activité qui porte sur l'organisation de visites touristiques dans 14 wilayas côtières du pays», a indiqué le même responsable.

«Plus de 1500 jeunes participeront à ces voyages qui s'étaleront sur toute la période estivale», a tenu à préciser M. Hemmal.

Par ailleurs, des dizaines d'agents de la protection civile et des services des forêts, ainsi que des scouts musulmans et des associations, ont pris part samedi à une vaste opération de nettoyage des cimetières de chouhada ainsi que des sites commémoratifs à travers le territoire de la wilaya de Bouira.

Cette campagne a été lancée dans la matinée par le premier magistrat de la wilaya, en présence des autres responsables civiles et militaires de la wilaya.

«Ce programme touche tous les cimetières de chouhada de la wilaya et il s'étale jusqu'au 5 juillet», a expliqué à l'APS le président de la Mouhadha des Scouts musulmans algériens (SMA) de Bouira.

APS

ORAN :

Plus de 8.000 enfants fêtent leur journée mondiale à la forêt de M'sila

Plus de 8.000 enfants des 26 communes de la wilaya d'Oran, ont participé, hier, aux festivités de la journée mondiale de l'enfance, qui se sont déroulées à la forêt de M'sila, dans la daïra de Boutlelis, dans une ambiance festive et d'allégresse.

Ces enfants, accompagnés de leurs encadreurs, sont venus des établissements de jeunes, des associations et des ligues culturelles, scientifiques et sportives de toutes les communes de la wilaya pour participer à cette grande manifestation, la journée mondiale de l'enfance, qui coïncide avec le 1er juin de chaque, mais également, le 15 juin avec la journée africaine de l'enfance. Si les festivités du 1er juin ont été décalées, c'est en raison des examens de fin d'année qui avaient occupé les enfants durant plusieurs semaines, a-t-on expliqué.

Selon le directeur des établissements des jeunes de la wilaya d'Oran, Boubtana Lakhdar, cette manifestation, comme chaque année, a été organisée par la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) et de la Direction de l'Office des

Etablissements des jeunes (ODEJ), en collaboration avec la ligue des activités scientifiques et celle des activités culturelles. Les enfants, coiffés de casquettes aux couleurs vertes, rouges et blanches ont participé à toutes sortes d'activités, notamment le sport (football, volley ball, judo, kick-boxing et full contact), la danse, le chant, les sketches, ainsi que des activités plus ludiques comme le jeu de la course au sac, au sable et au ballon, ainsi que l'initiation à la prise de photo.

Parmi les présents, une figure connue du monde sportif, un ancien champion du monde de kick-boxing et de full contact (catégorie coq) (2002 - 2003), Boulefrone Boulououar, qui préside actuellement une association dédiée à cette discipline, dans laquelle il forme des jeunes à ces arts martiaux.

«Nous avons formé de nombreux jeunes qui sont devenus champions d'Algérie et certains font même partie de l'équipe nationale», a-t-il indiqué.

«Ses» enfants, d'ailleurs, tout fiers dans leurs kimonos, faisaient preuve

d'une grande discipline. Des clowns ont animé une grande partie des activités, à la grande joie des enfants qui se sont donnés à cœur joie et ont participé avec allégresse à toutes les activités, dans une ambiance conviviale et festive, marquée, naturellement, de débordement bon enfant.

L'espace naturel de la forêt de M'sila, le grand air aidant, y était certainement pour beaucoup dans cette hyper-activité dont les enfants ont fait preuve lors de cette manifestation. Pendant ce temps, les éléments de la gendarmerie nationale, ceux de la protection civile et de la conservation des forêts, ainsi qu'une équipe médicale de proximité, veillaient au grain pour éviter tout malencontreux incident. Après un déjeuner bien mérité, les enfants ont terminé leur journée avec une campagne de nettoyage des lieux et ont reçu de nombreux cadeaux de la part des différents organisateurs et associations, notamment de l'association touristique et de loisirs (auberge des jeunes de l'USTO, dirigée par Samia Labiad.

PÉTROLE:

Opep et Russie proches d'un accord de coopération sur le long terme

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres producteurs, la Russie en particulier, discutent d'un accord de coopération à long terme qui pourrait être signé début juillet, rapporte un quotidien financier japonais, citant le ministre de l'Énergie russe Alexandre Novak.

Novak a également dit au quotidien financier japonais que les discussions poursuivies avec l'Opep en vue de déplacer début juillet la date de la prochaine réunion de l'organisation, prévue à l'origine les 25 et 26 juin, étaient pratiquement bouclées.

L'Opep et d'autres producteurs, regroupés sous l'appellation Opep+, observent depuis le 1er janvier un accord d'encadrement de la production qui réduit cette dernière de 1,2 million de barils par jour (bpj) afin de soutenir les cours.

La prochaine réunion de l'Opep doit décider s'il y a lieu d'étendre à l'ensemble de l'année ce pacte qui couvre pour l'instant le premier semestre.

Une proposition visant à créer un organe officiel pour l'Opep+ a été abandonnée dans le courant de l'année.

Mais le quotidien financier japonais écrit que les différents pays producteurs tentent malgré tout de pérenniser cette structure par le biais d'un accord qui serait signé lors de la prochaine réunion.

Le quotidien financier ne dit pas si la Russie est disposée à prolonger le pacte de réduction de la production.

L'Opep a abaissé jeudi sa prévision de croissance de la demande mondiale et mis en garde contre le risque d'un nouveau ralentissement en raison de la montée des tensions commerciales, ouvrant ainsi la voie à une prolongation de l'accord jusqu'à la fin de l'année.

Les cours du brut ont grimpé de 4% jeudi en raison d'attaques présumées contre deux tankers dans le Golfe d'Oman.

L'armée américaine a publié le même jour une vidéo montrant selon elle une patrouille des Gardiens de la Révolution islamique (GRI), le corps d'élite de l'armée iranienne, retirant une mine-ventouse qui n'avait pas explosé sur la coque de l'un des pétroliers attaqués.

Avant cela, certains pays membres de l'Opep s'inquiétaient d'une glissade des cours, le Brent LCOci étant tombé autour de 62 dollars le baril contre un pic de plus de 79 dollars en avril en raison des tensions commerciales sino-américaines et du ralentissement économique mondial.

TRANSPORT:

Les Emirats appellent à sécuriser les approvisionnements en énergie



Les Emirats arabes unis ont appelé hier les puissances internationales à contribuer à la sécurisation du commerce maritime et des approvisionnements en énergie en provenance du Golfe, deux jours après les attaques contre deux pétroliers en mer d'Oman.

«La communauté internationale doit coopérer pour sécuriser la navigation internationale et l'accès à l'énergie», a affirmé le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane lors d'un sommet en Bulgarie au cours duquel il a également appelé à la «désescalade» dans la région. Deux pétroliers, norvégien et japonais, ont été la cible jeudi d'attaques d'origine indéterminée alors qu'ils naviguaient près du détroit d'Ormuz, un passage maritime stratégique à l'échelle mondiale.

Ces attaques interviennent un mois après le sabotage de quatre navires, dont trois pétroliers, au large des Emirats arabes unis.

ALGÉRIE-AFRIQUE:

M. Loukal rappelle à Malabo l'engagement de l'Algérie pour l'intégration régionale de l'Afrique

L'Algérie a toujours affirmé son engagement ferme pour l'intégration régionale du continent africain, a affirmé le ministre des Finances, Mohamed Loukal à Malabo où il a participé aux assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, a indiqué hier un communiqué du ministère.

S'exprimant lors de la 2ème session du Conseil des Gouverneurs consacrée au dialogue du Président avec les Gouverneurs sur la question relative à l'intégration régionale pour une prospérité de l'Afrique, M. Loukal a souligné que «l'Algérie s'est toujours investie pleinement pour préparer les conditions nécessaires de la réussite de l'intégration africaine, en faisant de cette dernière une partie intégrante de ses différents programmes de développement, où des projets structurants de grande valeur aussi bien nationale qu'africaine, ont été inscrits».

Le ministre a cité, à ce titre, l'ambitieux projet de la route transsaharienne, reliant Alger à Lagos, la connexion du continent à travers la pose d'une liaison de fibre optique Alger-Lagos le long de la route transsaharienne, la signature de l'accord pour la mise en œuvre du mégaprojet de gazoduc Algérie-Nigeria et enfin les projets structurants à portée continentale favorisant une intégration effective dans le domaine des échanges.

Sur l'intégration des connaissances et du savoir, il a précisé que l'Algérie constitue une destination préférée des étudiants africains, en accueillant une moyenne de 5000 étudiants annuellement, toutes nationalités confondues.

S'ajoute à cela des centaines de cadres formés annuellement au niveau des centres de formation spécialisée des institutions publiques (Douane, Police, Protection civile) et ce, dans le cadre des efforts de l'Algérie pour contribuer à la formation de l'élite africaine, souligne le communiqué. Quant au rôle de la BAD, il a mis en évidence la dimension continentale de cette institution qui lui procure un avantage comparatif de taille pour d'abord, mieux comprendre les défis de développement des pays africains et ensuite, apporter les réponses les plus appropriées à la réalité africaine pour permettre de faire face à ces défis.

Cette session a été une occasion pour partager les avis sur la vision engagée par la BAD en matière de renforcement de l'intégration régionale, sur les changements que la Banque doit entreprendre pour renforcer son avantage comparatif en la matière et enfin à souligner dans quelle mesure la BAD tire-t-elle effi-



ciement parti de sa position unique de «partenaire de confiance» pour aider à accélérer l'intégration régionale en Afrique.

Par ailleurs, le ministre a participé aux travaux d'un événement consacré aux «partenariats porteurs de transformation : résoudre le déficit énergétique de l'Afrique par le biais d'initiatives régionales».

Cet événement a constitué une occasion pour aborder les défis et les opportunités d'une action collective dans le secteur de l'électricité aux niveaux régional et continental la mobilisation de capitaux nationaux et internationaux pour des financements innovants dans le secteur de l'énergie en Afrique, le renforcement et l'harmonisation de la politique énergétique, de la réglementation et de la gouvernance sectorielle au-delà des frontières nationales et comment renforcer certaines nouvelles initiatives lancées par la BAD pour promouvoir la coopération et l'efficacité dans le secteur de l'énergie.

Privilégier les projets énergétiques favorisant l'intégration régionale

A cette occasion, M. Loukal a souligné que des partenariats stratégiques dans le secteur de l'énergie, encadrés par une expertise de haute qualité de la part de la BAD seraient d'un atout majeur pour renforcer l'intégration régionale au sein du continent.

Il a ajouté que la BAD doit, dans ce cadre, jouer un rôle crucial en tant que pourvoyeur de fonds et catalyseur des bonnes pratiques en privilégiant les projets énergétiques favorisant l'intégration régionale en intégrant la question de l'utilisation efficace des ressources dans tous les projets

financés par la Banque et en encourageant l'investissement dans les réseaux d'énergie et leur modernisation, indispensable pour soutenir l'intégration de sources d'énergie renouvelables, afin de garantir la qualité, l'efficacité et la sécurité de l'approvisionnement.

Le ministre a également évoqué les principaux axes de la stratégie énergétique de l'Algérie qui visent à développer une véritable industrie des énergies, notamment renouvelables en vue de s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales.

Il a souligné que cette stratégie n'occulte pas la dimension régionale de la question en évoquant la mise en œuvre du mégaprojet de gazoduc Algérie-Nigeria.

«Ce projet structurant devrait permettre aux pays africains concernés d'avoir plus de parts dans le marché du gaz européen, à travers un gazoduc de plus de 4000 kilomètres et une capacité annuelle de 30 milliards m³», a-t-il précisé.

En outre, le ministre a participé à la 3ème session du Conseil des Gouverneurs, dont l'ordre du jour a porté sur l'élection générale des Administrateurs.

Sur le plan bilatéral, il a eu des entretiens avec certains de ses homologues africains, avec lesquels il a procédé à un échange de vues sur «la situation économique mondiale et ses répercussions sur le continent africain», ainsi que sur «l'état des relations bilatérales et les moyens de les développer». Les travaux des Assemblées Annuelles de la BAD se sont clôturés par l'approbation du rapport final des Conseils des Gouverneurs s'y rapportant.

MINES:

L'Equateur affirme détenir le 2^e plus grand gisement mondial d'or

Le vice-ministre équatorien des Mines, Fernando Benalcazar a affirmé vendredi que son pays détient «probablement» le deuxième plus grand gisement mondial d'or, situé près de la capitale Quito et qui sera mis en exploitation vers 2024. «Lorsque cette mine entrera en production ici, en Equateur, à 90 km de Quito, nous aurons ni plus ni moins que la troisième production mondiale d'or.

En réserve, il s'agit probablement de la seconde

plus grande mine du monde», a déclaré M. Benalcazar à la chaîne Uno.

La construction de cette mine souterraine dans la province d'Imbabura devrait commencer en 2021 et l'exploitation démarrer trois ans plus tard, pour une durée utile estimée à environ 66 ans.

Selon le vice-ministre, les réserves d'or que représente ce projet ont été évaluées à 25 millions d'onces, et celles de cuivre à 11 millions de tonnes.

Celles d'argent sont également «très élevées» et pourraient être les premières du monde, a-t-il soutenu.

La plus grande mine d'or du monde en termes de réserves est actuellement celle de Grasberg, en Indonésie, exploitée par l'américain FreePort-McMoRan.

Le projet minier équatorien, baptisé «Cascabel», a été confié à la compagnie australienne SolGold.

Pendant les 25 premières années, la mine

devrait produire chaque année 1,4 million d'onces d'argent, 438.000 onces d'or et 207.000 tonnes de cuivre, selon les autorités équatoriennes.

Le projet «Cascabel» se heurte cependant à l'hostilité de la population locale.

Des associations demandent un référendum à l'instar de celui qui, en mars dernier, avait paralysé un projet minier du groupe canadien INV Metals dans le sud du pays.

APS

AGRICULTURE: Le Fonds pour l'environnement mondial alloue 179 millions dollars à l'appui de projets coordonnés par la FAO

Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a décidé d'octroyer 179 millions dollars à l'appui de projets coordonnés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, a indiqué la FAO sur son site web.

Ces projets concernent la conservation de la biodiversité, la gestion des ressources hydriques transnationales, la gestion durable des terres, la remédiation de pesticides extrêmement dangereux et l'adaptation aux changements climatiques, a précisé la même source.

«Le financement est le résultat de la réunion du Conseil du FEM qui s'est tenue cette semaine à Washington et où les gouvernements ont approuvé deux programmes de travail séparés pour un total de 966 millions de dollars, soit l'allocation la plus importante dans toute l'histoire du FEM», explique l'Organisation.

Ce financement profitera à 91 pays, dont 30 pays les moins avancés et 32 petits Etats insulaires en développement (PIED), note la FAO.

Parmi les programmes de travail, le FEM a lancé deux programmes spécifiques phares appelés «Impact Programs», l'un pour les paysages durables des terres arides (DSL) et l'autre pour les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la remise en état.

Quelque 104 millions dollars de ce financement sera destiné au programme spécifique DSL, coordonné par la FAO, dans 11 pays d'Afrique et d'Asie, en partenariat avec la Banque mondiale, l'Union internationale pour la conservation de la nature, et le Fonds mondial pour la nature, détaillé la FAO.

Le programme spécifique aura pour objectif de soutenir les efforts destinés à éviter, réduire et inverser la tendance à la déforestation, à la dégradation et à la désertification dans les pays suivants: Angola, Botswana, Burkina Faso, Ka-



zakhstan, Kenya, Malawi, Mongolie, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe. La FAO a aussi été invitée à jouer un rôle clé avec la Banque mondiale dans un deuxième programme spécifique du FEM, à savoir le programme pour les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la remise en état. Toutes ces initiatives porteront sur l'interaction complexe entre le maintien de systèmes de production résilients dans les zones arides, la promotion d'une remise en état, et l'amélioration des moyens d'existence, à travers une approche paysagère globale.

Le Conseil du FEM a également approuvé un programme de travail à hauteur de 101 millions d'USD pour les fonds fiduciaires d'adaptation aux changements climatiques du FEM et le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) dont 44 millions d'USD sont des projets FAO-FEM. Le programme de travail FPMA/FSCC prévoit une vaste gamme de priorités d'adaptation dont la réalisation d'une agriculture

et d'une foresterie climato-intelligentes, la construction d'une résilience face au climat dans les contextes urbains, ruraux et dans les communautés côtières, une amélioration dans la gestion des ressources en eau et une disponibilité de l'eau pour les usages agricoles et domestiques, un renforcement de la résilience climatique dans les communautés côtières vulnérables, une augmentation de la capacité d'adaptation des communautés par le biais d'approches intégrées.

La FAO est une agence partenaire du FEM, un partenariat qui se compose de 18 agences et de 183 pays et qui entend répondre aux questions environnementales mondiales les plus difficiles qui concernent la biodiversité, le changement climatique, la dégradation des sols, les produits chimiques et les eaux internationales, rappelle l'Organisation.

Le FEM accorde des subventions aux pays afin qu'ils puissent faire face à ces défis et contribuer dans le même temps à des objectifs clés de développement, comme la sécurité alimentaire.

REVUE HEBDO: Tendance haussière des cours mondiaux des matières premières

Les cours mondiaux des matières premières ont connu une tendance haussière la semaine dernière.

Voici les tendances:

PETROLE: Les cours du pétrole divergeaient vendredi dans un marché hésitant entre les tensions géopolitiques qui mettent l'offre en danger et les prévisions de baisse de la demande.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 61,50 dollars vendredi à Londres, en hausse de 19 cents par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril de WTI pour le contrat de juillet cédait 13 cents à 52,15 dollars. Deux pétroliers ont été attaqué jeudi dans la mer d'Oman, au large de l'Iran, ravivant les tensions dans la région.

Le président américain, Donald Trump a affirmé vendredi que les attaques contre deux pétroliers dans la mer d'Oman dans la région du Golfe étaient «signées» de l'Iran, mais l'attaque, qui s'est produite jeudi près du détroit d'Ormuz, n'a pas été revendiquée et l'Iran a démenti en être responsable. «Le bond des prix de jeudi après l'attaque de deux pétroliers dans le golfe d'Oman montre que les prix ont plus de chance de repartir à la hausse que de plonger encore plus bas», ont estimé les analystes. Cependant, les prix avaient commencé la séance en baisse et restent proches de leurs plus bas en cinq mois, alors que les tensions commerciales et l'affaiblissement de l'économie mondiale pèsent sur les perspectives de demande.

L'AIE a réduit de 100.000 barils par jour (b/j) sa prévision de croissance de la demande de brut pour 2019, attendue désormais de 1,2 million b/j.

Elle l'avait déjà diminuée de 90.000 barils le mois précédent.

CEREALES: Les cours du maïs, du blé et du soja ont bondi cette semaine à Chicago alors que les investisseurs s'attendent, vu les précipitations persistantes qui ont fortement nui aux semis, à des récoltes moins abondantes que prévu.

Le boisseau de maïs pour livraison en juillet, contrat le plus actif actuellement, a pris 9% sur la semaine, pour terminer à 4,5300 dollars, son plus haut niveau depuis juin 2014. Il avait clôturé à 4,1575 dollars il y a une semaine. Dans son rapport mensuel sur l'offre et la demande de produits agricoles dans le monde (Wasde), le ministère américain de l'Agriculture a du coup nettement revu à la baisse ses estimations sur le nombre d'hectares de maïs plantés et sur les rendements attendus. Et la situation ne devrait pas s'améliorer tout de suite puisque de nouvelles averses sont attendues ce week-end et les prévisions météorologiques pour les six à dix prochains jours «continuent d'anticiper des précipitations au-dessus des normales saisonnières et des températures en-dessous sur l'ensemble du centre des Etats-Unis», indique un analyste.

Toutefois, note un autre analyste, que «la consommation aux Etats-Unis stagne plus ou moins depuis 2015, les exportations se replient depuis 2017 et la part des Etats-Unis sur le marché mondial se contracte». Entre ces éléments et les aléas climatiques, «ce sera la saison la plus incertaine depuis plusieurs années», prédit cet analyste. Les cours du blé de leur côté s'inscrivent surtout selon lui dans le sillage de ceux du maïs. Le boisseau de blé (environ 25 kg) pour juillet, également le plus échangé, a clôturé à 5,3850 dollars contre 5,0450 dollars vendredi dernier (+6,7%). Le boisseau de soja pour livraison en juillet, le plus actif, a terminé à 8,9675 dollars contre 8,5625 dollars vendredi dernier à la clôture (+4,7%)

sur la semaine.

CAFÉ, CACAO, SUCRE: Le cacao a grimpé sous l'impulsion des deux premiers producteurs mondiaux, le Ghana et la Côte d'Ivoire, qui demandent un prix plancher aux acheteurs, tandis que le sucre s'est inscrit en hausse et le café en baisse.

Les prix du cacao ont grimpé à 1.879 livres sterling à Londres et à 2.552 dollars à New York, à leurs plus hauts niveaux depuis 11 mois. La Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux premiers producteurs mondiaux, ont annoncé mercredi qu'ils ne vendraient plus leur cacao en deçà de 2.600 dollars la tonne, une décision «historique» présentée comme un moyen de mieux rémunérer les agriculteurs. Les prix du café ont reculé sur la semaine.

Cette baisse est en partie due à l'abondance d'arabica récolté au Brésil, premier producteur mondial, «qui vient s'ajouter à des réserves abondantes des saisons précédentes», selon les analystes.

Le prix de la livre de sucre brut a grimpé sur la semaine et avait atteint jeudi 12,75 cents, à son plus haut depuis presque un mois et demi. Outre une production moindre qu'attendu au Brésil, premier producteur mondial, «la météo est sèche en Inde, ce qui risque de faire reculer la production de canne» et de limiter l'offre mondiale, a expliqué un analyste. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en septembre valait 1.415 dollars vendredi, contre 1.430 dollars le vendredi précédent, mais pour livraison en juillet.

Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en septembre valait 100,10 cents, contre 101,35 cents sept jours auparavant mais pour livraison en juillet. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en août valait 335,50 dollars, contre 338,20 dollars le vendredi précédent.

A New York, la livre de sucre brut pour livraison en juillet valait 12,73 cents, contre 12,45 cents sept jours auparavant.

A Londres, la tonne de cacao pour livraison en décembre valait 1.859 livres sterling, contre 1.768 livres sterling le vendredi précédent mais pour livraison en juillet. A New York, la tonne pour livraison en septembre valait 2,509 dollars, contre 2,434 dollars sept jours plus tôt mais pour livraison en juillet.

METAUX DE BASE: Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) ont légèrement remonté sur la semaine mais restent à des niveaux bas, plombés par le conflit commercial et les perspectives pâlisantes de l'économie mondiale. Le cuivre, qui avait touché vendredi dernier son plus bas niveau depuis début janvier, a faiblement remonté sur l'ensemble de la semaine sur des critères techniques. Mais «les stocks disponibles sur le LME continuent d'augmenter depuis mars», signe que la demande n'est pas vigoureuse, ont commenté les analystes. Par ailleurs, «les piques que s'échangent les Etats-Unis et la Chine en marge des négociations ne semblent pas prêtes de cesser», a relevé un autre analyste.

Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 5,836,50 dollars vendredi, contre 5,768 dollars le vendredi précédent.

L'aluminium valait 1,767 dollars la tonne, contre 1,762,50 dollars. Le plomb se situait à 1,879 dollars la tonne, contre 1,835 dollars. L'étain cotait 19,360 dollars la tonne, contre 19,355 dollars. Le nickel atteignait 11,945 dollars la tonne, contre 11,625 dollars. Le zinc se dépréciait à 2,464 dollars la tonne, contre 2,478,50 dollars.

ETATS-UNIS - INDE: L'Inde va augmenter les taxes douanières sur des produits américains

L'Inde a décidé d'augmenter dès dimanche les taxes douanières sur 29 produits américains, une décision plusieurs fois repoussée depuis son annonce l'an dernier, a indiqué la presse indienne samedi.

Le gouvernement avait déclaré en juin 2018 qu'il allait relever les tarifs douaniers sur une série de produits américains, dont les pommes et les amandes, après le refus de Washington d'exempter New Delhi d'une augmentation des taxes sur l'acier et l'aluminium. Mais l'application de cette mesure a été reportée

à plusieurs reprises alors que les négociations entre les deux plus grandes démocraties du monde laissaient espérer une solution.

La décision, un peu plus tôt ce mois-ci, du président américain, Donald Trump, d'exclure l'Inde de la liste des pays à statut commercial préférentiel semble avoir déclenché la décision indienne.

Il n'y aura pas de délai supplémentaire, a rapporté l'Economic Times, citant un responsable gouvernemental et précisant que les nouvelles taxes entreront en vigueur

dimanche. Selon l'Agence Press Trust of India, le ministère des Finances devrait s'exprimer rapidement sur le sujet et a déjà fait part de sa décision aux Etats-Unis. Ces tensions commerciales interviennent malgré les efforts de Washington pour resserrer les liens avec l'Inde, en contrepoids de la Chine, et les bonnes relations déclarées entre Donald Trump et le Premier ministre indien, Narendra Modi. Les deux responsables doivent se rencontrer au sommet du G20 des 28 et 29 juin à Osaka et les relations com-

merciales devraient être au menu des discussions.

Elles devraient également être au programme de la visite du secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, prévue ce mois-ci. Mercredi, Mike Pompeo a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts au dialogue avec l'Inde, y compris sur «des sujets difficiles».

Les Etats-Unis ont exporté pour 142,1 milliards de dollars vers l'Inde en 2018, selon certaines estimations, et leur déficit commercial a été de 24,2 milliards de dollars, d'après des chiffres officiels.

BOUIRA:

Un sexagénaire condamné à 20 ans de prison pour avoir tué son voisin

Un sexagénaire a été condamné à 20 ans de prison ferme et à une amende de 180 millions de centimes pour avoir assassiné son voisin à l'aide d'un engin dans la commune d'Aghbalou (est de Bouira), a-t-on appris vendredi d'une source judiciaire.

Le procès a eu lieu au Tribunal pénal de Bouira, où il a comparu le mis en cause, un homme âgé de 65 ans.

Ce dernier a reconnu avoir tué son voisin, il y a quelques semaines au village Takerboust (Aghbalou), et ce à l'aide d'un rétro-chargeur suite à un litige sur le passage de l'engin sur une piste. Agé de 70 ans, la victime refusait que l'engin de son voisin (assassin) passe quotidiennement devant sa maison et sur une piste mitoyenne au domicile familial. Après un mois de conflit, le propriétaire de l'engin avait commis l'irréparable en tuant son voisin.

Il s'agit d'un acte prémédité, et le criminel a été condamné à 20 ans de prison ferme ainsi qu'à une amende de 180 millions de centimes comme indemnisation au profit des membres de la famille de la victime, selon les détails fournis par la même source judiciaire.

RELIZANE:

Interpellation d'une personne et saisie de 9 kg de kif traité

Les éléments de la Gendarmerie nationale de Relizane ont réussi à arrêter une personne et la saisie de 9,3 kgs de kif traité, a-t-on appris vendredi de ce corps de sécurité.

Cette opération a été effectuée après une fouille opérée sur un bus de transport de voyageurs au niveau de l'autoroute est-ouest à l'aide de l'équipe cynotechnique (Chiens dressés), a précisé à l'APS la même source. Une personne a été arrêtée à bord du bus en possession de la quantité de drogue citée, à acheminer vers la wilaya de Tébessa.

La personne arrêtée a été présentée devant les autorités judiciaires et a été placée sous mandat de dépôt, explique la même source qui ajoute que six autres personnes impliquées dans cette affaire sont toujours en fuite.

ACCIDENTS DE LA ROUTE:

11 morts et 32 blessés au cours des dernières 48 h

11 personnes sont mortes et 32 autres ont été blessées dans 12 accidents de la circulation survenus durant les 48 dernières heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec 3 personnes décédées et 3 autres blessées suite au renversement d'un véhicule léger, survenu au village Tlamine, commune d'Ahl el Ksar, ajoute la même source. Par ailleurs, 4 personnes sont décédées par noyade dans 4 wilayas du pays, indique la Protection civile, qui précise que la 1ère victime, un enfant âgé de 12 ans, est décédée noyée en mer à la plage Marsat el Hadjadj dans la zone rocheuse interdite à la baignade dans la commune de Bethioua (wilaya d'Oran), alors que la 2ème victime, de sexe masculin âgée de 26 ans, est décédée noyée à la plage interdite Leguebiba dans la commune de Cheraia (wilaya de Skikda), précise-t-on.

Les deux autres victimes sont respectivement un adolescent âgé de 16ans décédé noyé à la plage surveillée Rocher Pourri, commune de Boumerdes, et un jeune de 23 ans décédé noyé dans une piscine dans la commune de Sidi Slimane (wilaya de Ouargla), relève la Protection civile.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ:

79 individus interpellés pour divers délits à Alger, Batna et Tébessa

Soixante-dix-neuf (79) individus ont été interpellés pour divers délits par les forces de police dans les wilayas d'Alger, de Batna et de Tébessa, indiquait vendredi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment la détention et le trafic de stupéfiants, «les forces de police des sûretés de wilaya d'Alger, de Batna et de Tébessa, ont mené des opérations de recherches à travers leurs secteurs de compétence, ce qui a permis l'interpellation de (79) individus suspects impliqués dans divers délits», précise la même source.

Au niveau d'Alger, et suite à de récentes descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, les éléments de police ont arrêté 77 individus impliqués dans divers délits et récupéré 1.306 comprimés psychotropes, une quantité de cannabis traité et des armes blanches. A Batna, la police judiciaire a interpellé deux (2) présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue et récupéré 710 grammes de cannabis traité, alors que celle de Tébessa a saisi une quantité de 1.078 unités de boisson alcoolisée destinées au marché infor-



mel. Par ailleurs, les forces de police des frontières du port d'Alger, ont interpellé trois (3) présumés auteurs qui s'apprêtaient à embarquer à desti-

nation de Marseille (France), en possession de 159 cartouches de cigarettes destinées à la contrebande, conclut la DGSN.

SELON LA PROTECTION CIVILE:

12 personnes décédées par noyade en mer durant la période du 1^{er} au 14 juin

Douze (12) personnes sont décédées par noyade en mer durant la période du 1er au 14 juin 2018, dont 09 au niveau de plages interdites à la baignade, selon un bilan diffusé hier par la Protection civile.

Le bilan relève également que 1.323 personnes ont été sauvées de la noyade dont 363 ont été traitées sur place au niveau des postes de secours des plages pour différents type de blessures et 153 blessés ont été évacués vers les structures sanitaires.

Selon la même source, la principale cause des noyades reste la baignade dans des plages interdites



ou en dehors des heures de surveillance, c'est-à-dire en l'absence des éléments de la Protection civile chargés de la surveillance des plages et

des baignades.

Pour éviter les pertes des vies humaines, la Protection civile rappelle que «la règle d'or reste la

prévention».

C'est pourquoi, les services de la Protection civile multiplient les campagnes de sensibilisation menées à travers les plages par les dispositifs de surveillances mis en place.

Ces campagnes visent à «inculquer aux citoyens la culture du risque de noyade au niveau des plages», a-t-on expliqué.

Les services de la Protection civile en appellent, à ce titre, à la conscience des citoyens pour éviter la perte en vie humaine, soulignant que «savoir nager n'est pas un gage de sécurité».

RELIZANE:

30 personnes victimes d'intoxication alimentaire à El H'madna

Trente (30) personnes ont été victimes d'intoxication alimentaire, vendredi dans la commune d'El H'madna dans la wilaya de Relizane, a-t-on appris d'une source Hospitalière.

Le service des urgences médicales de la Polyclinique d'El Hmadna a reçu une trentaine de personnes ayant mangé lors d'un dîner dans la région. Toutes les mesures sanitaires nécessaires pour une bonne prise en

charge ont été prises, et toutes les victimes ont quitté la polyclinique sans complications. Aucun cas grave n'a été enregistré.

Le service de prévention de la direction locale de la Santé et de la population a été alerté de suite pour prendre les mesures nécessaires, dont les prises de sang afin d'effectuer les analyses devant déterminer les causes de ces intoxications.



BLIDA:

Libération d'une mineure trois heures après son enlèvement

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Blida ont réussi, jeudi, à libérer une jeune fille mineure, trois heures après son enlèvement, a indiqué un communiqué de ce corps de sécurité.

La jeune fille a été retrouvée, trois heures après son enlèvement, près du chemin de wilaya N 76, à Ben Chaabane (Boufarik), dans un état

hystérique et de frayeur. Suite à des informations liées à l'enlèvement d'une jeune fille mineure résidant dans la commune de Beni Merad, les services de la gendarmerie nationale ont procédé à la fermeture de tous les accès de la ville pour neutraliser les ravisseurs, un plan qui a porté ses fruits.

Selon la victime, trois inconnus l'ont kidnappée puis libérée à l'en-

droit où elle a été retrouvée, dès qu'ils ont su que sa famille avait signalé sa disparition et que toutes les issues étaient fermées par la gendarmerie nationale.

L'affaire a été confiée aux services de la sûreté nationale territoriale compétents qui ont ouvert une enquête approfondie pour identifier les ravisseurs.

FERMETURE DE MOSQUÉES EN FRANCE: Une «punition collective», dénonce un rapport

L'association Action droits des musulmans (ADM) a dénoncé dans un rapport la fermeture, depuis fin 2017, de sept mosquées en France qu'elle considère comme une «punition collective».

Ces décisions administratives de fermeture, rappelle-t-on, se sont intervenues dans le cadre de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, promulguée le 30 octobre 2017.

Elle institue des mesures de prévention contre le terrorisme, comme les périmètres de protection, les assignations individuelles à un périmètre géographique, ou des perquisitions.

A cet effet, le rapport de l'ADM dénonce des procédures «opaques et injustes» qui font l'amalgame entre les terroristes et l'ensemble des musulmans. L'association dénonce également la discrimination et la stigmatisation induites par les fermetures administratives de mosquée au nom de la lutte contre le terrorisme, notant que dans le cadre de cette loi, seules des mosquées ont été fermées. «Les différents plans de prévention sont orientés spécifiquement vers les musulmans pratiquants.

ADM ne cesse de dénoncer ce traitement discriminatoire, comme le confirme le bilan de prévention de la radicalisation qui recense 4 écoles musulmanes et 7 lieux de culte fermés et des commerces musulmans, ainsi que l'expulsion de 300 étrangers», précise le rap-



port, soulignant que ce traitement «spécifique» en raison de l'appartenance religieuse «démontre la discrimination à l'égard des musulmans dans la lutte contre le terrorisme (état d'urgence permanent)».

Pour cette association, l'amalgame alimente les discours racistes antimusulmans, en raison d'un «manque de discernement et de vision politique à moyen terme», déplorant des «erreurs d'analyse» sur l'extrémisme violent avec la concentration des ressources des renseignements sur les musulmans

pratiquants, «alors qu'ils n'ont rien à voir avec le terrorisme». Elle estime qu'il est «impératif» de revoir la politique de prévention de la radicalisation, de lutter contre toutes les formes d'extrémisme violent, de cesser de confondre islam et terrorisme et d'amalgamer musulmans et terroristes.

«Les autorités doivent protéger la liberté de culte et de conscience, lutter contre la discrimination et les discours haineux sous toutes ses formes, y compris ceux ciblant les musulmans», a-t-elle ajouté.

INDE: 7 personnes meurent par asphyxie dans une fosse septique d'un hôtel

Sept personnes sont mortes étouffées par des gaz toxiques alors qu'elles nettoyaient, sans équipement de sécurité, la fosse septique d'un hôtel dans l'ouest de l'Inde, a annoncé hier la police.

Des centaines de milliers d'Indiens, appartenant aux castes les plus basses, sont chargés de nettoyer sans aucune protection les tuyaux sou-

rains, les égouts et les fosses septiques un peu partout en Inde.

«L'un des nettoyeurs est descendu dans la fosse, mais ne ressortait pas, alors les trois autres sont descendus pour lui venir en aide», a expliqué un des pompiers ayant participé à la tentative de sauvetage vendredi soir dans cet hôtel de la région de Gujarat. Quand les

quatre ne sont pas ressortis, les trois employés de l'hôtel qui étaient chargés de les aider sont à leur tour descendus dans la fosse pour tenter de les secourir, et ont été également tués par les gaz.

Les pompiers n'ont pu que remonter les sept corps.

Les morts par asphyxie dans les égouts ou fosses septiques pleines de gaz

toxiques sont fréquentes en Inde.

L'usage du nettoyage manuel tel qu'il est pratiqué est théoriquement interdit par la loi depuis 2013, mais celle-ci est difficile à appliquer, la pratique ayant souvent lieu via des sous-traitants.

Les responsables de l'hôtel seront poursuivis pour homicide par négligence, a précisé la police.

AUSTRALIE: Feu vert pour un projet de mine de charbon suscitant des craintes d'écologistes

Le gouvernement de l'Etat australien du Queensland (nord-est) a donné jeudi son accord à des travaux relatifs à un projet de mine de charbon près de la Grande barrière de corail, ravivant les craintes d'écologistes.

Le projet Carmichael, conduit par le conglomérat indien Adani, pèse plus de 20 milliards de dollars australiens (12 milliards d'euros).

Il est depuis son origine plombé par les problèmes judiciaires et réglementaires ainsi que par l'activisme d'organisations dénonçant sans relâche son impact environnemental. Il accuse ainsi de nombreuses années de retard.

Avec le feu vert obtenu jeudi, Adani espère débiter le chantier dans les prochains jours pour une durée évaluée à environ deux ans, mais il lui faudra encore décrocher d'autres approbations fédérales par la suite avant que ne puisse commencer l'extraction du charbon.



L'entreprise pourrait en outre avoir plus de mal que prévu à réunir suffisamment de fonds dans un contexte défavorable: de nombreuses institutions financières refusent d'apporter leur aide à des programmes liés au charbon jugé trop polluant. Le projet, qui pourrait élever de 20% les exportations australiennes de charbon, a été source de divisions jusqu'au sein de

la coalition conservatrice. La population du Queensland est également partagée, entre ceux qui y défendent ses retombées économiques et ceux qui s'inquiètent des conséquences environnementales.

Les écologistes font valoir que le charbon qui devrait être produit sur ce site - jusqu'à 60 millions de tonnes à terme par an - contribuera au réchauffement climatique global qui dégrade la Grande barrière.

La matière première devra en outre transiter par un port proche du plus grand récif corallien au monde, accentuant-ils. La Grande barrière de corail, classée au Patrimoine mondial, est déjà menacée par les ruissellements agricoles, le développement et la prolifération des acanthastères, étoiles de mer dévoreuses de coraux. Elle vient de subir plusieurs graves épisodes consécutifs de blanchissement imputés au réchauffement climatique.

TUNISIE: 965 tentatives d'émigration clandestine avortées depuis janvier



Le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Fourati, a annoncé que les services de sécurité avaient réussi, ces cinq derniers mois, à contrecarrer 965 tentatives d'émigration illégale vers l'Italie depuis les côtes tunisiennes.

Lors de la séance des questions vendredi à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement), il a par ailleurs annoncé la mise en place d'un nouveau plan pour lutter contre ce phénomène. Depuis la noyade mortelle de 48 clandestins le 2 juin 2018 au large de l'île de Kerkennah dans la province de Sfax (centre-est), pas moins de 2.730 tentatives d'émigration irrégulières ont été avortées, tandis que «des passeurs impliqués dans l'organisation de la «traversée de la mort» ont été identifiés et incarcérés», a assuré M. Fourati. Depuis le début de cette année, 4.128 individus ont par ailleurs été arrêtés pour avoir projeté une émigration clandestine vers l'Italie, selon lui.

ETATS-UNIS: Une personne tuée dans une fusillade en Californie

Une personne a trouvé la mort et trois autres ont été blessées au cours d'une fusillade survenue dans la ville de Corona, à 75 km à l'est du centre-ville de Los Angeles, a rapporté vendredi la chaîne d'information CBS.

Des témoins ont indiqué à CBS que celle-ci avait eu lieu suite à une altercation entre un homme et une femme accompagnée d'un enfant, dans un entrepôt d'accès restreint dans une succursale de Costco, où sept à huit coups de feu ont été entendus. La police locale et celle du comté de Riverside ont quadrillé la région et le Costco a été évacué, ont-ils ajouté.

INDONÉSIE: 56.123 personnes touchées par les inondations à Kalimantan oriental



Quelque 56.123 personnes ont été affectées par les inondations qui sévissent depuis plusieurs jours à Kalimantan oriental, a indiqué vendredi l'Agence indonésienne locale d'atténuation des catastrophes (BPBD). «Au moins cinq sous-districts relevant de la capitale de la province indonésienne de Kalimantan oriental, Samarinda, ont été très affectés par les inondations qui ont fait d'importants dégâts matériels», a relevé le représentant de la BPBD à Samarinda, Hendra AH. Des milliers d'habitants ont fui leurs maisons vers des zones plus sûres, après que de fortes crues aient provoqué d'importants débordements du barrage Benanga ainsi que la montée du niveau de la rivière Mahakam, qui coule le long de la ville de Samarinda. L'administration municipale de Samarinda a lancé un plan d'urgence de sept jours pour venir en aide à la population touchée par les inondations. Selon des prévisions de l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique d'Indonésie (BMKG), des pluies diluviennes devront s'abattre, du 11 au 15 juin, sur Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, Maluku, ainsi que sur la province indonésienne de Papouasie. L'Indonésie, archipel de plus de 17.000 îles, est souvent touchée par des catastrophes naturelles aux lourdes conséquences humaines et matérielles.

INDE:

Mort de 31 enfants à cause d'une encéphalite aiguë

Quelque 31 enfants sont morts d'encéphalites aiguës au cours de ces dix derniers jours dans le nord de l'Inde, qui pourraient être attribués, d'après les scientifiques, à une toxine se trouvant dans les litchis.

Les cas en question ont été signalés dans le district de Muzaffarpur dans l'Etat du Bihar au nord du pays, on indique mercredi des responsables sanitaires.

Vingt-quatre enfants sont décédés à l'hôpital universitaire public Sri Krishna et sept autres dans un hôpital privé d'inflammations aiguës du cerveau, a précisé Ashok Kumar Singh, responsable médical de l'hôpital Sri Krishna, ajoutant que la plupart des enfants étaient en état d'hypoglycémie.

«Les autorités sanitaires ont recommandé aux gens de faire attention à leurs enfants lorsque la température de jour est supérieure à 40 degrés», a-t-il fait savoir.

Pour assister les autorités locales, New Delhi a dépêché des experts sur place.

Actuellement, au moins 40 autres enfants manifestant des symptômes similaires sont hospitalisés. «Nous faisons de notre mieux pour les sauver», a dit M. Singh.

En 2014, la maladie avait tué un nombre record de 150 personnes à Muzaffarpur et ses environs.

Le même phénomène d'encéphalites mortelles se produit dans des régions productrices de litchis au Vietnam et au Bangladesh.

ETATS-UNIS:

Les chauves-souris, première cause de cas mortels de rage humaine

Les chauves-souris sont la première cause de cas mortels de rage chez les humains aux Etats-Unis, selon une étude publiée mercredi par les autorités sanitaires américaines montrant une chute importante des risques posés par les chiens.

Les chauves-souris ont été à l'origine de 70% des cas mortels de rage chez l'homme dans le pays entre 1960 et 2018, avance l'étude des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Le risque reste cependant très limité: des 59.000 morts dues à la rage chaque année dans le monde, seules deux sont recensées aux Etats-Unis. «Les chauves-souris jouent un rôle essentiel dans notre écosystème et il est important que les gens sachent que la plupart des chauves-souris aux Etats-Unis ne sont pas porteuses de la rage», a rassuré Emily Pieracci, auteure principale du rapport.

«Le problème est quand les gens essaient de toucher des chauves-souris qu'ils pensent en bonne santé, car il est impossible de distinguer un animal enragé d'un simple coup d'oeil», a-t-elle ajouté. «Le mieux est d'éviter tout contact avec des chauves-souris et autres animaux sauvages». L'étude des CDC montre par ailleurs que les chiens de compagnie présentent un risque beaucoup plus faible que par le passé, grâce à la vaccination généralisée des animaux et à la disponibilité de la prophylaxie post-exposition (PPE), qui permet d'éviter que le virus ne pénètre dans le système nerveux central.

Environ 55.000 Américains reçoivent chaque année un traitement PPE après avoir été mordu ou griffés par un animal potentiellement contaminé.

Les CDC encouragent les voyageurs à se renseigner sur leur destination avant d'y approcher des chiens, notamment en Asie et en Afrique, où la rage tue encore des dizaines de milliers de personnes par an.

Le virus de la rage est transmis par la salive des animaux infectés, en général lors d'une morsure ou d'une griffure.

Une fois que ses symptômes se manifestent - excitabilité, fièvre, excès de salive, paralysie partielle -, il peut causer la mort chez l'homme en moins de deux semaines.

EBOLA:

La moitié des foyers n'est pas détectée

La moitié des foyers d'Ebola qui ont éclaté depuis la découverte du virus en 1976 sont passés inaperçus car ils ne touchaient qu'un tout petit nombre de patients, ont estimé des chercheurs jeudi, en soulignant l'importance d'une «meilleure détection».

Mieux repérer ces foyers permettrait de les «juguler à la source» et donc d'être sûr qu'ils ne se transformeront pas en épidémie en se propageant à un grand nombre de personnes, soulignent ces scientifiques dans une étude parue dans la revue PLOS Neglected Tropical Diseases.

Cette publication intervient à la veille d'une réunion en urgence de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Elle doit décider s'il faut augmenter le niveau d'alerte après que l'épidémie qui a surgi en août 2018 en République démocratique du Congo (RDC) s'est étendue à l'Ouganda.

«On détecte rarement les foyers d'Ebola quand ils sont encore faciles à contrôler.

Or, l'épidémie en cours montre combien il est difficile d'arrêter la maladie une fois qu'elle est hors de contrôle», souligne l'auteur principal de l'étude, Emma Glennon, de l'université britannique de Cambridge.

«La plupart du temps, quand le virus d'Ebola passe des animaux aux hommes, ce n'est même pas détecté.

Ces cas initiaux n'infectent souvent personne, mais être capable de les repérer et de les traiter localement est tout de même crucial, car on ne sait jamais lesquels de ces foyers évolueront en épidémie», poursuit-elle.

«Si un foyer est décelé suffisamment tôt, on peut empêcher qu'il s'étende grâce à des interventions simples, comme placer les personnes infectées et leur entourage à l'isolement», selon Emma Glennon. Localement, «la plu-



part des docteurs et des travailleurs de santé n'ont jamais vu un seul cas d'Ebola, et les fortes fièvres que la maladie provoque peuvent facilement être attribuées à tort au paludisme, à la typhoïde ou à la fièvre jaune», ajoute la chercheuse. Selon elle, «il faut investir davantage pour assurer un meilleur diagnostic et un meilleur contrôle d'Ebola au niveau local».

Car «les réponses internationales aux épidémies sont certes importantes mais souvent lentes, compliquées et onéreuses».

Les chercheurs se sont basés sur trois jeux de données provenant d'une région de Sierra Leone et de Conakry, en Guinée, pour la période 2013-2016.

Ils ont utilisé des modèles statistiques pour simuler des épidémies d'Ebola et estimer la proportion de foyers non-repérés.

En RDC, l'épidémie actuelle a déjà fait plus de 1.300 morts.

C'est la dixième dans le pays depuis 1976 et la deuxième la plus grave dans l'histoire de la maladie, après les quelque 11.000 morts en Afrique de l'Ouest (Liberia, Guinée, Sierra Leone) en 2014-2016.

La lutte contre la maladie en RDC est compliquée par la méfiance des populations envers les soignants, qui s'est soldée par des attaques armées contre des équipes médicales sur le terrain.

Ces derniers jours, l'épidémie s'est

La RDC rapatrie de l'Ouganda tous les cas probables

Les autorités sanitaires de la République démocratique du Congo (RDC) ont rapatrié jeudi toutes les personnes ayant été en contact avec le cas confirmé du virus Ebola détecté récemment sur le territoire ougandais, selon l'annonce du ministère de la Santé publié dans la soirée.

A en croire le bulletin publié par le ministre de la Santé Oly Ilunga, l'Ouganda compte désormais zéro cas de la maladie confirmé ou suspect du virus Ebola sur son territoire.

Ils étaient au total cinq personnes, tous membres de la famille de l'enfant signalé et décédé d'Ebola mardi dernier sur le sol ougandais.

Selon Jessica Ilunga, la responsable de la Communication du ministère de la Santé, cette famille a été rapatriée en RDC, car c'est l'«unique endroit» où ils peuvent bénéficier d'un encadrement sanitaire approprié.

«Toutes ces personnes risquent de développer la maladie en tant que contacts à haut risque. En RDC, ils pourront bénéficier d'un traitement avec des molécules thérapeutiques, ce qui n'est pas le cas en Ouganda. Vu que le reste de

leur famille est déjà en traitement au CTE de Beni, ils ont accepté de rentrer pour être suivis tous ensemble», a indiqué Mme Ilunga.

Pour les autorités sanitaires en charge de la riposte contre le virus, la procédure standard est que les contacts doivent faire le suivi dans la zone où ils ont été identifiés et listés.

Lorsqu'ils se déplacent, on leur demande toujours de rentrer dans leur zone de suivi pour faciliter le travail des équipes de suivi des contacts et éviter la propagation de l'épidémie. «Ce n'est pas la première fois que des contacts se déplacent en Ouganda. A chaque fois, on transmet leurs coordonnées aux autorités ougandaises qui négocient avec eux pour rentrer en RDC», a-t-elle ajouté.

Pour un contrôle efficace de l'épidémie, les autorités congolaises ont également mis en place une stratégie de surveillance aux frontières.

Depuis le début de l'épidémie, le cumul des voyageurs contrôlés (prise de température) aux points de contrôle sanitaire est de 65.720.401.

SOUDAN DU SUD:

Le Soudan du Sud demande 12 millions USD pour contenir la menace d'Ebola apparue en Ouganda

Le Soudan du Sud a réclamé jeudi une aide humanitaire d'urgence de 12 millions de dollars USD pour renforcer sa campagne contre l'Ebola, suite à l'apparition en Ouganda voisin de cette maladie virale meurtrière ces derniers jours.

Selon le ministre de la Santé Riek Gai Kok, la confirmation d'un foyer d'Ebola dans le district de Kasese dans l'ouest de l'Ouganda génère l'inquiétude sur la santé publique et expose la jeune république à un risque élevé de fièvre hémorragique.

«Les cas confirmés en Ouganda sont de tristes rappels que la propagation du

virus Ebola ne respecte aucune frontière physique», a dit M. Kok lors d'une conférence des parties prenantes à Juba.

«Lorsque l'épidémie en RDCongo n'est pas encore contenue et se propage rapidement, nous devons prendre des mesures d'urgence pour protéger la population au Soudan du Sud d'un possible foyer, et assurer une réaction rapide si le virus envahit notre pays», a-t-il ajouté. M. Kok a tenu ces propos au lancement du second plan national visant à empêcher la maladie de s'implanter dans le pays, s'ajoutant à cette occasion les donateurs et partenaires

à aider à tenir ce fléau à distance des Sud-Soudanais.

Ce nouveau plan s'appuyera sur les succès de la période précédente, en identifiant des failles et en définissant des priorités pour les six prochains mois.

Le ministre a indiqué que les agences de l'ONU et les partenaires travaillaient ensemble depuis août 2018 sur les mesures de prévention et de préparation. Cette stratégie comprend un plan de réponse et de confinement d'un foyer de maladie en 72 heures, ainsi qu'une mise à disposition du vaccin sur les 25 sites de dépistage mis en place aux points d'entrée sur les frontières, a-t-il

précisé. Olushayo Olu, représentant de l'OMS au Soudan du Sud, a affirmé que 2 793 travailleurs de santé et de première ligne au total avaient été vaccinés contre le virus Ebola dans l'ensemble du pays.

«Le coût de gestion d'une épidémie pleinement déclarée est inimaginable par rapport aux coûts de prévention, et il comprendrait une souffrance humaine immense, des dégâts économiques à long terme, et un épuisement encore plus grand d'un système de santé déjà affaibli. Nous ne pouvons laisser cela se produire», a-t-il souligné.

CÔTE D'IVOIRE:

Alerte à la dengue après deux décès et 164 cas signalés à Abidjan

Les autorités administratives et sanitaires ivoiriennes sonnent l'alerte et conviennent de conjuguer leurs efforts pour prévenir de nouveaux cas de dengue après la confirmation de deux décès sur 164 cas signalés dans le district d'Abidjan, ont rapporté jeudi des médias.

«Au 11 juin 2019, on a enregistré 164 cas de dengue et deux décès et nous avons cru urgent d'appeler tous les maires, les sous-préfets pour qu'ensemble on puisse mettre à exécution les mesures qu'il faut pour prévenir cette maladie», a affirmé la préfète d'Abidjan.

La veille, les collectivités locales ont tenu une réunion avec l'Institut national de la santé publique (INSP) pour arrêter le principe d'une action concertée pour vaincre la dengue.

«Il faut harmoniser les actions, car si une commune arrive aujourd'hui à maîtriser la maladie et que les communes voisines ne font pas le même travail on est exposé de la même façon, donc c'est un travail commun, un travail de solidarité en mettant ensemble nos efforts», a indiqué le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi Irié.

A l'issue de la rencontre, les participants ont convenu de la mise en place d'un comité de veille, du démarrage de la sensibilisation simultanément dans toutes communes d'Abidjan, de la poursuite des fumigations dans les quartiers les plus touchés, de la prise en charge



des cas diagnostiqués et d'une meilleure orientation des patients sans compter la formation des agents communaux et des responsables de communautés.

Le directeur de l'INSP, Joseph Béné Bi Vroh, a expliqué que le principal vecteur de la maladie est un moustique et que le minimum à faire est d'éliminer les gîtes larvaires en

détruisant tous les lieux de reproduction du moustique.

La maladie présente des signes tels que la fièvre, les maux de tête, le manque d'appétit, des courbatures, des douleurs articulaires, la fatigue intense et peut, à des niveaux de gravité, provoquer des saignements, la perte de connaissance chez le malade.

ALLEMAGNE:

2 gynécologues condamnées pour «publicité» de l'avortement

Un tribunal berlinois a condamné vendredi deux gynécologues à payer une amende pour avoir fait la «publicité» de l'avortement sur leur site internet, malgré une récente réforme censée libéraliser la diffusion de l'information sur l'IVG.

«Les médecins n'ont pas seulement dit si (elles proposaient des IVG), mais aussi +comment+ (est pratiquée) une interruption volontaire de grossesse», a expliqué l'instance pénale dans un communiqué, condamnant Bettina Gaber et Verena Weyer chacune à

2.000 euros d'amende.

Selon la juge Christine Mathiak, les médecins avaient le droit de dire qu'elles proposaient des IVG mais pas d'en préciser les circonstances, en l'occurrence que l'intervention pouvait être «médicamenteuse et sans anesthésie» et qu'elle se déroulait dans «une atmosphère sécurisée».

L'information sur l'avortement est régie en Allemagne, où les Eglises jouent encore un rôle politico-sociétal important, par le paragraphe 219a du Code pénal, adoptée origi-

nellement à l'époque nazie. Une réforme votée en février a assoupli l'interdiction de «publicité» en autorisant les gynécologues à dire si le cabinet propose l'IVG, alors que jusqu'alors cela était considéré comme de la propagande illégale passible de deux ans de prison.

«C'est si affligeant que j'en ai l'estomac retourné», a déclaré Bettina Gaber à propos du jugement rendu.

Les deux condamnées comptent contester la décision, et sont prêtes à aller jusque devant la Cour

constitutionnelle, car elles considèrent que le texte va à l'encontre des libertés de profession, d'opinion et d'information.

La juge Mathiak a considéré qu'il n'y avait rien d'anticonstitutionnel, mais a admis qu'il s'agissait d'un sujet controversé.

Avant le début du procès, plus d'une centaine de personnes ont manifesté pour la relaxe des deux gynécologues et une suppression totale du paragraphe 219a qui interdit la «publicité pour l'interruption volontaire de grossesse».

ONU-UNICEF:

L'UNICEF tire la sonnette d'alarme sur le taux de mortalité maternelle au Yémen

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué vendredi qu'une femme et six nouveaux meurent toutes les deux heures au Yémen de complications pendant la grossesse ou l'accouchement.

«Donner la vie au Yémen peut trop souvent devenir une tragédie pour des familles entières», a déploré la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore.

«Des décennies de sous-développement et des années de combats intenses ont laissé les services publics de base, y compris les soins de santé essentiels pour les mères et les bébés, au bord de l'effondrement total».

La série «Accouchement et rôle parental en zone de guerre», publiée cette semaine, signale également que depuis l'escalade du conflit dans le pays, le taux de mortalité maternelle a fortement augmenté, passant de cinq décès maternels par jour en

2013, à 12 décès maternels par jour en 2018. Selon l'UNICEF, seulement trois naissances sur 10 ont lieu dans des établissements de santé, un nouveau-né sur 37 meurt au cours du premier mois de sa vie et une adolescente sur 15 âgée de 15 à 19 ans a accouché. Une femme sur 260 meurt également pendant la grossesse ou l'accouchement, alors que 1,4 million de femmes enceintes et allaitantes ont besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère.

Selon l'UNICEF, l'accès aux services de santé pré et post natus de qualité est essentiel à la survie du nouveau-né et de la mère.

En l'absence de services adéquats, en raison du manque d'accès et des coûts de transport inabornables, les agents de santé communautaires deviennent rapidement des «prestataires de dernier recours» pour les femmes et les enfants, en particulier dans les zones reculées, rurales et

touchées par la guerre. Cependant, les prestataires sont aussi confrontés à des défis tels que l'insécurité, le manque d'approvisionnement et de moyens de transport.

La moitié de tous les établissements de santé du Yémen ne sont pas fonctionnels en raison d'un manque de personnel, d'un manque de fournitures, d'une incapacité à couvrir les coûts opérationnels ou d'un accès limité. Ceux qui sont encore en activité font face à de graves pénuries de médicaments, d'équipement et de personnel, ce qui met des vies en danger.

L'UNICEF et ses partenaires soutiennent la prestation de services communautaires et les établissements de soins de santé primaires, en mettant l'accent sur les soins continus avant et pendant la grossesse, au moment de l'accouchement et après la naissance, tant pour la mère que pour le bébé.

GRANDE-BRETAGNE:

Cinq (5) morts à cause de sandwiches et salades «pré-emballés»

Deux Britanniques sont décédés à cause d'une infection à la "listeria" après avoir consommé "à l'hôpital" des sandwiches et salades pré-emballés, portant à cinq (5) le nombre de morts, a annoncé vendredi l'agence sanitaire britannique Public Health England (PHE).

"Malheureusement, un des six patients gravement malades est depuis, décédé", et "un des patients dont le cas a été identifié aujourd'hui (vendredi le 14 juin, ndr) comme étant lié à cette épidémie est mort, ce qui porte à cinq le nombre de décès liés à cette épidémie", indique l'agence dans un communiqué, repris par des médias.

Au total, PHE a identifié neuf (9) cas de sujets contaminés lors de cette épidémie, précisant que "tous ces cas d'infection à la listéria sont survenus chez des patients hospitalisés en Angleterre".

La semaine dernière, l'agence sanitaire avait annoncé que des "cas d'infection à la listéria avaient été observés chez six (6) patients gravement malades hospitalisés en Angleterre", et que trois (3) de ces patients étaient morts, selon des médias.

D'après les premiers éléments de l'enquête, l'infection semble venir de produits préparés par The Good Food Chain qui ont été retirés des hôpitaux le 25 mai.

Les victimes décédées ont consommé ces produits avant cette date".

The Good Food Chain a cessé sa production, le temps qu'une enquête fasse la lumière sur les circonstances exactes de ces infections, a précisé l'organisme, soulignant que le risque pour la santé publique restait "faible".

La listériose est une maladie bactérienne causée par la consommation de nourriture contaminée par la bactérie "Listeria monocytogenes", qui peut notamment contaminer les produits frais ou le fromage.

Elle est particulièrement dangereuse pour les enfants, les personnes âgées ou les femmes enceintes.

OUGANDA/EBOLA:

Décès d'un deuxième patient

Une deuxième personne est décédée suite au virus Ebola dans l'ouest de l'Ouganda, rapportait jeudi des médias, citant une source sanitaire qui précise qu'il s'agit de la grand-mère d'un enfant de 5 ans décédé dans la nuit de mardi à mercredi du même virus.

«Un deuxième patient atteint d'Ebola, qui se trouvait dans l'unité de mise en quarantaine, est décédé hier soir», a déclaré un responsable du ministère ougandais de la Santé sous couvert d'anonymat, cité par des médias.

Selon la même source, «la personne décédée, âgée de 50 ans, est la grand-mère du garçon de 5 ans qui était mort la veille, a-t-il précisé».

Les deux victimes avaient assisté avec d'autres membres de la famille aux obsèques en République démocratique du Congo (RDC) d'une personne décédée d'Ebola.

Toute la famille était rentrée en Ouganda, où le ministère de la Santé les avait placés en quarantaine après avoir diagnostiqué une contamination de deux enfants de 5 et 3 ans et de leur grand-mère de 50 ans.

Huit (8) autres personnes qui ont été en contact avec les victimes ont également été placées en observation à l'isolement.

Sur les trois premiers cas de contamination enregistrés, deux sont donc décédés, selon les autorités ougandaises qui ont déterminé les conditions d'enterrement des victimes à Bwera, dans le district de Kasese, frontalier de la RDC.

Toutes les personnes concernées, ainsi que le personnel de santé qui s'est occupé de leur cas, devaient recevoir vendredi un nouveau vaccin visant à les protéger du virus, a indiqué le ministère ougandais de la Santé.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Ouganda a déjà vacciné près de 4.700 membres du personnel de santé avec ce vaccin expérimental.

L'Ouganda s'est placé en état d'alerte depuis le début de l'épidémie en août 2018 dans l'est de la RDC, où plus de 2.000 cas d'Ebola ont été enregistrés.

Les deux tiers de ces malades sont morts.

Ebola, selon l'OMS, est une maladie hautement infectieuse transmise par contact direct avec une personne infectée.

CANCER DE LA PROSTATE

Manger trop gras favorise son apparition

On le sait : consommer trop de graisses saturées, c'est mauvais pour la santé. Mais d'après des chercheurs américains, ce régime alimentaire trop gras favoriserait aussi le développement du cancer de la prostate.

Quel point commun y a-t-il entre le beurre, le fromage, la viande rouge, la charcuterie, le lait, les yaourts, la noix de coco et l'huile de palme ? Outre le fait que ces aliments du quotidien sont ultra-caloriques, ils sont également riches en graisses saturées. Or, d'après les autorités sanitaires, ces acides gras (qui appartiennent à la famille des triglycérides et qui sont généralement de source animale) doivent représenter 10 % de notre apport énergétique journalier - maximum.

Car d'après une nouvelle étude de la University of North Carolina (présentée ce 18 avril 2016 au congrès annuel de la American Association for Cancer Research), un régime alimentaire trop riche en graisses saturées favoriserait le développement du cancer de la prostate, voire aggraverait la sévérité de cette pathologie chez les patients déjà malades.

Pour en arriver à cette conclusion, les scientifiques américains

ont travaillé avec 1854 volontaires, des hommes d'âges variés touchés par un cancer de la prostate et diagnostiqués entre 2004 et 2009 aux États-Unis. Ceux-ci ont dû répondre à des questionnaires concernant leurs habitudes alimentaires, puis les chercheurs ont examiné l'évolution de leur maladie pendant quelques mois.

Consommer des statines réduit les risques

Résultat ? La consommation excessive de graisses saturées (notamment sous la forme d'huile, de beurre, de pâtisseries...) participerait au développement du cancer de la prostate et boosterait l'agressivité des tumeurs.

Selon les chercheurs, cette relation est permise par la hausse du taux de cholestérol dans le sang. Cependant, ils ont également observé que les patients qui consomment des statines étaient moins concernés que les autres. « Lorsque l'on souffre d'un cancer



de la prostate, il ne faut pas non plus bannir toutes les graisses, nuance le Dr. Emma H. Allott, principal auteur de ces travaux.

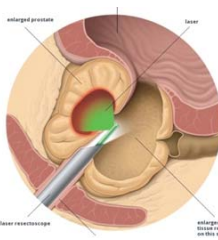
Ainsi, des études précédentes ont montré que la consommation régulière de graisses polyinsaturées (des oméga-3, par exemple) pou-

vait nous protéger contre cette maladie au quotidien. Finalement, ce n'est qu'une question d'équilibre !

UNE OPÉRATION AU LASER POUR TRAITER LA TUMEUR

Traiter le cancer de la prostate par l'ablation au laser guidé par IRM permettrait de réduire les effets indésirables, comme l'incontinence et les troubles érectiles.

La technique laser, connue sous le nom d'ablation laser guidée par imagerie par Résonance Magnétique (IRM) de la tumeur de la prostate serait la meilleure technique médicale pour éviter aux patients des effets secondaires comme l'incontinence et les troubles de l'érection, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Journal of Urology. Aucun effet indésirable n'a été constaté 6 mois après l'intervention.



Une nouvelle voie thérapeutique pour éviter l'incontinence chez les patients après une opération de la prostate.

Le cancer de la prostate est généralement traité par chirurgie et/ou radiothérapie, avec des effets secondaires fréquents et sévères, dont l'incontinence urinaire et la dysfonction érectile.

Les chercheurs de l'Université de Californie de Los Angeles (États-Unis) ont réalisé un essai clinique de phase I avec 8 patients, atteints du cancer de la prostate. Les participants ont été traités par une ablation au laser. La technique permet de cibler seulement la tumeur, au lieu d'enlever l'organe.

6 mois après l'intervention, les scientifiques n'ont constaté aucun effet indésirable chez leurs malades.

Puis, les chercheurs ont mené un deuxième essai clinique avec 11 volontaires. Tous les participants ont toléré l'opération sous anesthésie locale et 4 mois après l'intervention, ils n'ont pas déclaré de troubles urinaires ni érectiles.

« Un concept nouveau et excitant pour le traitement du cancer de la prostate, qui doit néanmoins encore faire ses preuves par des études plus larges, avant d'obtenir une autorisation de l'Agence américaine », concluent les auteurs de l'étude.

Une sonde pour traquer les cellules cancéreuses

Après une opération, ces nouvelles sondes vont permettre de localiser les cellules cancéreuses et les ganglions sentinelles. Une solution pour éradiquer au mieux la maladie.

Deux nouvelles sondes peuvent traquer des cellules cancéreuses et les ganglions suspects lors d'une opération, selon un communiqué de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

La sonde détecte les cellules malignes l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) a développé des sondes qui permettent de traquer les cellules cancéreuses et les ganglions suspects lors d'une opération.

Cette sonde nommée Beta signale la présence d'infimes quantités de cellules cancéreuses de la tumeur principale. Après une ablation, le chirurgien utilise le dispositif pour traquer les derniers résidus de cancer.

« D'une taille de 20 centimètres et pesant 100 grammes à peine, ces sondes peuvent être aisément manipulées et insérées dans l'incision lors de l'intervention. À l'image d'un compteur Geiger, le système émet des signaux sonores qui guident les gestes du chirurgien. De quoi traquer avec précision des cibles souvent invisibles à l'œil nu », explique les chercheurs de l'EPFL dans le communiqué. Les risques

de complications et de dissémination de la maladie sont réduits.

« Les sondes Gamma nous permettent de retirer uniquement le ganglion sentinelle. Si les analyses démontrent qu'il est sain, cela signifie que la tumeur ne s'est pas propagée », explique Maurice Matter, chirurgien au CHUV. Pour l'instant, le dispositif est encore en phase de tests cliniques. Une étude d'une durée de trois ans et portant sur 60 cas est en cours au CHUV, pour mesurer l'efficacité de cette technologie.

La deuxième sonde localise les ganglions sentinelles des cancers. La deuxième sonde, Gamma, permet de

poussier plus loin la détection de la propagation du cancer. En effet, elle cherche à localiser le ganglion dit « sentinelle », situé près de la tumeur principale. « Ce ganglion sert de relais aux cellules cancéreuses qui pourraient voyager dans le corps. Il doit donc être retiré et analysé par les médecins, afin de connaître le stade de la maladie et d'offrir le traitement le mieux adapté au patient », rappelle le communiqué.

« Les sondes Gamma nous permettent de retirer uniquement le ganglion sentinelle. Si les analyses démontrent qu'il est sain, cela signifie que la tumeur ne s'est pas propagée », explique Maurice Matter, chirurgien au CHUV.

Des assiettes biodégradables pour protéger l'environnement



Exit, les assiettes de pique-nique en carton peu respectueuses de l'environnement. Voici les premières assiettes en vraies feuilles, et donc biodégradables.

Moins "sexy" sur le papier que l'assiette thaïlandaise mangeuse de gras, l'assiette entièrement biodégradable n'en demeure pas moins grandement utile pour sauvegarder la planète. Constitué de feuilles assemblées les unes aux autres par des fibres de feuille de palmier, ce récipient est entièrement naturel. Une fois utilisées, les assiettes peuvent être jetées sans être soumise au tri sélectif, explique le site Kohmbi. Pour cause, elles se dégradent naturellement au bout de 28 jours.

Pique-nique écolo et "waterproof"

Autre atout à ces assiettes de pique-nique "green", elles résistent à l'eau, si jamais vous étiez tenté par un déjeuner sur l'herbe par temps d'orage. Elles sont garanties sans colle, sans additif synthétique, sans colorant.

Le projet a été lancé par Leaf Republic, un groupe d'entrepreneurs passionnés et écologiques qui compte sur la générosité des Internauteurs pour commercialiser leur assiette. Pour voir le jour, un appel au financement participatif a été lancé sur le site kickstarter <https://www.kickstarter.com/projects/643319217/leaf>

LA CHIMIOTHÉRAPIE POUR TRAITER LA SCLÉROSE EN PLAQUES

La chimiothérapie serait efficace pour arrêter l'évolution de la sclérose en plaques, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale The Lancet.

Les chercheurs de l'Hôpital d'Ottawa et de l'Université d'Ottawa au Canada ont mené un essai clinique en combinant la chimiothérapie et le traitement par cellules souches sanguines pour les personnes au stade précoce d'une sclérose en plaques agressive.

24 participants ayant une sclérose en plaques agressive ont participé à l'essai et ont été suivis pendant 13 ans. En tout, 24 participants avec des poussées. Ils ont été suivis pendant 4 à 13 ans après leur traitement (le suivi médian étant de 6,7 ans).

Le traitement de la SEP par la chimiothérapie semble efficace

Les résultats de l'essai ont montré qu'aucun participant n'a eu de nouvelle lésion inflammatoire active au cerveau (zéro lésion sur 327 examens d'IRM), tandis qu'avant le traitement, 48 examens d'IRM ont révélé 188 lésions.

Au cours de l'étude, aucun volontaire n'a dû prendre de médicament pour traiter la sclérose en plaques et 70 % des participants ont vu la progression de leur maladie cesser complètement.

Les chercheurs ont constaté que l'atrophie du cerveau, qui s'accroît normalement à mesure que la maladie progresse, est revenue dans les moyennes normales associées au vieillissement



et que chez 40 % des participants, les symptômes se sont résorbés définitivement, comme la perte de vision, la faiblesse musculaire et les problèmes d'équilibre.

« Notre essai est le premier à montrer la disparition complète et durable de toute activité inflammatoire chez des personnes qui ont la sclérose en plaques », affirme le Dr Atkins, médecin spécialisé en greffe de cellules souches et scientifique à l'Hôpital d'Ottawa et professeur agrégé à l'Université d'Ottawa. « C'est très

prometteur. Cela dit, il faut savoir que ce traitement peut comporter des effets secondaires et des risques graves et conviendrait seulement à une faible proportion de personnes qui ont une forme très active de sclérose en plaques. Celles qui ont une incapacité importante depuis longtemps ne pourraient probablement pas en bénéficier. »

Cette découverte thérapeutique est un espoir pour tous les patients atteints de la sclérose en plaques. Cette pathologie est une maladie auto-immune qui affecte entre 70 000 et 90 000 personnes en France. Chaque année, entre 3000 et 5000 nouveaux cas sont diagnostiqués, avec une nette prédominance chez les femmes. Difficile à la marche, fatigue, faiblesse dans les membres, douleurs chroniques font partie des symptômes de la maladie, il n'existe aucun traitement pour soigner la SEP.

SANTÉ DE L'ENFANT : ATTENTION À LA DURÉE DU SOMMEIL

Si les nourrissons doivent dormir entre 12 et 16 heures par jour, les adolescents devraient eux se mettre au repos 8 à 10 heures par jour. Un temps nécessaire pour être en bon santé.

Il existe une quantité de sommeil essentielle pour promouvoir une santé optimale chez les enfants et les adolescents, selon les nouvelles recommandations de l'American Academy of Sleep Medicine. En fonction des âges, les experts ont établi un temps de repos nécessaire.

13 experts du sommeil ont réalisé une méta-analyse de 864 articles scientifiques sur le sommeil pour établir les nouvelles recommandations quant au temps de repos nécessaire et suffisant pour les plus petits et les adolescents.

Les temps de sommeil évoluent en fonction de l'âge des enfants

« Le sommeil est essentiel pour une vie saine, et il est important de promouvoir les bonnes habitudes de sommeil dès la petite enfance », a déclaré le Dr Shalini Paruthi, pédiatre et membre de l'American Academy of Sleep Medicine. De manière régulière et pour favoriser une bonne santé, les nourrissons de quatre à 12 mois devraient dormir 12 à 16 heures par jour (y compris les siestes). Pour être en bonne santé, les enfants d'un à deux ans devraient dormir 11 à 14 heures par jour en incluant les siestes. Les enfants de trois à cinq ans devraient dormir 10 à 13 heures par 24 heures (y compris les siestes).



Les enfants de six à 12 ans devraient dormir neuf à 12 heures par jour.

« Il est particulièrement important que les enfants atteignent l'adolescence de continuer à veiller à ce que les adolescents sont en mesure d'obtenir suffisamment de sommeil. Les adolescents de 13 à 18 ans devraient dormir huit à 10 heures par jour et ce de manière régulière.

Le sommeil, le meilleur ami de la santé des enfants

Dormir le nombre d'heures recommandées de manière régulière est associée à des résultats généraux de meilleure santé. Les enfants et les adolescents qui dorment réguliè-

rement le bon nombre d'heures de sommeil améliorent leur attention, leur comportement, l'apprentissage, la mémoire, leur humeur, ainsi que leur qualité de vie et leur santé mentale et physique.

Les scientifiques ont aussi constaté que le manque de sommeil augmentait également le risque d'accidents, de blessures, d'hypertension, d'obésité, de diabète et de dépression. Les experts ont observé que le manque de sommeil chez les adolescents était associée à un risque accru d'autotrimulation, de pensées suicidaires et de tentatives de suicide.

« Faire en sorte que il y a suffisamment de temps pour le sommeil est l'un des meilleurs moyens de promouvoir un mode de vie sain pour un enfant », concluent les experts dans le communiqué.

TUNISIE-LIBYE: La situation en Libye au centre d'une discussion tuniso-libyenne



La situation en Libye a été au centre d'une discussion téléphonique tuniso-libyenne, a rapporté l'agence tunisienne TAP.

Le ministre des Affaires étrangères Khémaïes Jhinaoui a eu, vendredi, une communication téléphonique avec le président du Conseil supérieur de l'Etat libyen Khaled Mechri qui lui a donné un aperçu des récents développements en Libye, indique un communiqué du ministère, cité par la TAP.

"Il n'y a pas de solution militaire en Libye", a affirmé Jhinaoui, appelant les principaux protagonistes libyens à "l'arrêt des combats et à la relance du processus politique pour parvenir à une solution consensuelle globale sous l'égide des Nations unies.

Le but étant de "rétablir la sécurité et la stabilité en Libye et d'éviter à son peuple davantage de souffrances".

Le ministre a "rappelé les efforts de la Tunisie dans le cadre de l'initiative tripartite (Tunisie, Algérie, Egypte), en consécration de la Déclaration de Tunis pour un règlement politique et global en Libye.

Il a évoqué les résultats de la 7ème réunion consultative tenue le 12 juin 2019 à Tunis.

L'Algérie, la Tunisie et l'Egypte ont réitéré leur appel au dialogue pour une solution politique, durable, négociée dans le cadre des Nations unies en Libye, où le processus politique est dans l'impasse depuis le début de l'offensive début avril de Khalifa Haftar sur Tripoli.

MISSION DE PAIX AU MALI: Le Canada restera jusqu'à fin août

La mission canadienne restera au Mali jusqu'à la fin du mois d'août, soit un mois plus tard que prévu, dans le cadre de la mission de paix des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), a annoncé vendredi le gouvernement fédéral.

L'armée canadienne commencera son «retrait graduel» du Mali à la fin du mois de juillet, et continuera à effectuer des «tâches d'évacuation médicale» jusqu'à fin août, précise un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Ce délai supplémentaire permettra aux militaires déployés sur place d'effectuer un «processus de transition sans heurts et efficace entre les rotations canadienne et roumaine», selon le communiqué.

La mission canadienne, déployée à Gao depuis juillet 2018 dans le cadre de la Minusma, devait s'achever fin juillet 2019.

La Roumanie s'était engagée fin janvier à remplacer le Canada au terme prévu de sa mission au Mali.

Le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, avait à cette occasion réaffirmé que les troupes canadiennes quitteraient le Mali comme prévu fin juillet.

«Nous remercions le Canada pour la poursuite de son soutien à l'aviation militaire au sein de la Minusma jusqu'à la fin du mois d'août», a écrit la mission onusienne sur son compte Twitter.

«Cette capacité contribuera à faciliter la transition de la force aérienne roumaine jusqu'à ce qu'elle atteigne sa pleine capacité opérationnelle», a-t-elle ajouté.

La force canadienne comprend un contingent de quelque 250 militaires et huit hélicoptères: trois appareils Chinook (deux en service et un de rechange) qui servent aux évacuations médicales et au transport, ainsi que cinq Griffon (quatre en service et un de rechange) qui servent d'escorte armée et sont utilisés à des tâches défensives.

Déployée en 2013, la Minusma compte près de 14.000 militaires et policiers.

DISPERSION D'UN SIT-IN DÉBUT JUIN À KHARTOUM: Résultats de l'enquête des militaires

Les Soudanais attendaient samedi avec impatience la publication par les militaires au pouvoir de leur enquête sur la dispersion sanglante début juin d'un sit-in à Khartoum, alors que la diplomatie américaine et le leader de l'opposition soudanaise ont réclamé une enquête internationale sur cette «répression».

Le Conseil militaire à la tête du pays depuis la destitution du président Omar al-Bachir le 11 avril, sous la pression de la rue, a reconnu jeudi avoir ordonné la dispersion le 3 juin du sit-in de milliers de manifestants devant le QG de l'armée dans la capitale soudanaise.

Selon un comité de médecins proches de la contestation, quelque 120 personnes ont été tuées le 3 juin, la plupart dans la dispersion du sit-in. Les autorités contestent ce bilan et avancent de leur côté le chiffre de 61 morts. Tout en regrettant les incidents du 3 juin, le général Chamseddine Kabbachi, porte-parole du Conseil militaire a assuré que le plan était seulement de dégager une zone près du sit-in mais que des «excès» avaient eu lieu. Il a affirmé que les militaires menaient leur propre enquête, dont les résultats «doivent être dévoilés samedi».

Pour rappel, la répression du 3 juin a eu lieu après la suspension de négociations entre dirigeants militaires et meneurs de la contestation qui réclament le transfert du pouvoir aux civils.

Le Conseil militaire a dit regretter que «des erreurs se soient produites».

Les militaires rejettent l'appel à une «enquête internationale»

Le leader de l'opposition soudanaise Sadek al-Mahdi a réclamé vendredi une enquête internationale sur la répression meurtrière des manifestants le 3 juin à Khartoum.

«Une enquête internationale indépendante devrait être lancée» sur la dispersion du sit-in, a déclaré Sadek al-Mahdi après avoir effectué la prière du vendredi dans une mosquée à Omdourman, ville voisine de Khartoum. «Il est important que l'enquête soit impartiale et qu'elle n'affiche pas de parti pris en faveur des autorités», a ajouté M. Mahdi, ex-chef de gouvernement, renversé par M. al-Bachir lors d'un



coup d'Etat en 1989. Le parti al-Omma de M. Mahdi fait partie de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), regroupant les principales formations de la contestation. De son côté, le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé de l'Afrique, Tibor Nagy, a lui aussi appelé à une enquête.

«Les Etats-Unis sont convaincus de la nécessité d'une enquête indépendante et crédible» pour établir les responsabilités de ces «événements monstrueux», a déclaré M. Nagy depuis la capitale éthiopienne Addis Abeba, à l'issue d'une visite de deux jours à Khartoum. Les dirigeants militaires ont eux refusé une telle enquête. «Nous n'acceptons pas (l'idée) d'une commission d'enquête internationale. Nous sommes un Etat souverain», a rétorqué jeudi à des journalistes le général Chamseddine Kabbachi. La crise au Soudan a éclaté en décembre 2018, rappelle-t-on, lorsque le gouvernement a décidé de tripler le prix du pain dans un climat de crise économique aigüe, provoquant des manifestations d'une ampleur inédite réclamant le départ du président al-Bachir.

Après la destitution de celui-ci, les contestataires exigent le départ de l'armée et la remise immédiate

des clés du pouvoir aux civils. Le bras de fer entre les parties en conflit s'est durci lorsque les contestataires ont lancé fin mai une grève générale de 48 heures suivie quelques jours après d'un mouvement de désobéissance civile ayant paralysé le pays, lancé pour protester contre les événements du 3 juin. Pour apaiser la tension, l'armée a fait des concessions en libérant trois militants soudanais arrêtés dans la foulée des manifestations et en arrêtant certains éléments parmi les forces régulières impliqués dans les événements du 3 juin. La satisfaction de ces deux points était avancée par les leaders de la contestation comme des préalables de toute reprise de dialogue avec les militaires. Ainsi, les leaders de la contestation et les dirigeants militaires ont accepté de reprendre les pourparlers après une médiation menée par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Le leader de l'opposition soudanaise Sadek al-Mahdi estime que cette médiation «peut avoir un impact positif».

«A terme, le Conseil militaire ne peut pas gouverner, c'est clair, et les forces civiles ne peuvent pas parler d'un avenir excluant la participation du Conseil militaire», a-t-il dit.

TERRORISME/PARLEMENTS: Appel à un mandat onusien pour la force conjointe du G5 Sahel

Les parlementaires d'une dizaine de pays du Sahel ont demandé vendredi que la force conjointe du G5 Sahel se voie conférer un mandat au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies afin de bénéficier des moyens onusiens pour combattre efficacement le terrorisme, a annoncé hier une source officielle.

La vaste zone sahélo-saharienne constitue l'une des plus grandes concentrations de menaces sur la paix, la sécurité et le développement, avec notamment la présence de groupes terroristes tels que Boko Haram dans les pays riverains du lac Tchad, de mouvements terroristes dans le nord du Mali, ainsi que d'autres trafiquants de drogue qui écument le sud libyen.



opérationnalisation effective rencontre d'énormes difficultés à cause des retards dans la concrétisation de son financement, a-t-on indiqué.

Le général mauritanien Hanena Ould Sidi, commandant de la Force conjointe du G5 Sahel, a déploré dans une interview diffusée vendredi par la radio RFI "les lenteurs constatées dans les opéra-

tion de mobilisation de fonds, handicapant certaines capacités jugées très importantes pour pouvoir lutter plus longtemps et plus efficacement contre les terroristes". A l'issue de la conférence sur l'engagement des Parlements dans la lutte contre le terrorisme dans la région organisée à Niamey, la capitale nigérienne, à laquelle ont également participé des représentants d'organisations régionales et d'autres experts en sécurité, les élus se sont engagés à voter des lois adaptées pour mieux lutter contre le terrorisme et à entretenir des relations avec les organisations internationales engagées dans ce combat.

EUROPE-AFRIQUE: L'Europe et l'Afrique doivent travailler ensemble pour un partenariat «fort et renouvelé»

L'Europe et l'Afrique doivent travailler ensemble pour un partenariat «fort et renouvelé», d'autant que les deux continents sont liés par de «multiples enjeux et intérêts communs», a indiqué un nouveau rapport de l'Institut Montaigne.

Le rapport de ce think-tank a estimé que l'Europe et l'Afrique forment une communauté de destin dans un contexte de «perpétuelle évolution», estimant que ces deux entités doivent travailler ensemble sur la diplomatie, multilatéralisme et influence internationale, sur l'économie, le développement et les finances, sur la sécurité et la défense et sur le changement climatique et la mobilité humaine.

«Une communauté de destin qui appelle à un partenariat fort et renouvelé entre l'UE et l'Afrique», a-t-il résumé, soutenant que pour ce faire, la vision de ce partenariat doit être centrée sur les Objectifs de développement durable (ODD) et reposer sur une «meilleure» connaissance mutuelle, avec comme objectif ultime la création d'emplois en Afrique.

Parmi les priorités d'un partenariat et une croissance économique «mutuellement bénéfiques», l'Institut Montaigne cite l'environnement des affaires l'insécurité juridique et la corruption qui nuisent, selon lui, à l'attractivité des pays africains pour les entreprises européennes comme africaines, «tandis que les besoins en infrastructures sont considérables».

Il rappelle que pour le volet de l'industrialisation et l'insertion dans l'économie mondiale, également une priorité, l'Afrique ne représente aujourd'hui que 2 % des chaînes de valeur.

Il propose à cet effet de repenser le paradigme du partenariat UE-Afrique, partager une vision commune du partenariat et de centrer le partenariat UE-Afrique autour des 17 Objectifs de développement durable (ODD).

«S'appuyer sur les ODD pour faire du partenariat UE-Afrique un espace de réciprocité et d'équilibre mondiales. Les économies africaines, cen-



trées en grande partie sur les matières premières, sont insuffisamment compétitives et peu génératrices de valeur ajoutée localement», a expliqué le rapport.

En matière de fiscalité, le rapport estime qu'alors que les besoins de financement du développement sont estimés à plus de 600 milliards de dollars par an pour le continent, les Etats africains mobilisent encore «insuffisamment» leurs ressources domestiques.

«Cela pèse non seulement sur la capacité des Etats à financer des services publics efficaces mais aussi sur l'attractivité de l'économie», a-t-il fait observer.

Concernant l'intégration régionale, l'Institut Montaigne relève que le commerce intra-africain représente moins de 18 % des échanges du continent, soulignant que le succès récent de l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) «ne doit pas masquer les défis futurs de l'intégration régionale afri-

caine». Par ailleurs, il note la formation professionnelle est «marginalisée» au sein des financements européens destinés à l'éducation et «inadaptée» aux besoins des entreprises et des économies du continent africain, qui devra accueillir 30 millions de jeunes sur son marché du travail chaque année.

«Si l'Union européenne engage des moyens importants et mobilise une palette d'outils étendue, son action souffre tout à la fois d'un manque de visibilité?, de lisibilité? et d'efficacité?».

Afin de maximiser son impact, il convient pour l'Europe de favoriser l'assistance technique à l'appui budgétaire, d'orienter ses actions vers le secteur privé européen et africain - PME en tête -, et de mesurer la contribution en termes d'effet de levier généré? plutôt que de montants engagés», explique le rapport, suggérant un financement mixte par des ressources publiques et des tiers privés qui «doit prendre de l'ampleur».

MARCHE DU RETOUR: 34 blessés dont deux urgentistes par des tirs israéliens

Au total, 34 Palestiniens dont deux urgentistes, ont été blessés par les forces de l'armée israélienne vendredi à l'est de la Bande de Gaza au cours de leur participation à la marche pacifique du Retour, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Dans un communiqué du département ministériel palestinien de la Santé, repris par des médias, a fait savoir que l'un des urgentistes a été blessé par des balles en caoutchouc des forces de l'occupation.

Le ministère n'a pas apporté davantage de précisions quant à la nature des blessures des autres Palestiniens.

Selon le correspondant de l'agence palestinienne de presse, Wafa, «un Palestinien a été blessé vendredi, par une balle au pied et des dizaines d'autres étouffés», lors de la répression des marches paci-



ifiques hebdomadaires par les forces militaires israéliennes à l'est de l'enclave.

A Kafr Qadoum un adolescent de 15 ans comptait parmi quatre (4) blessés par balles en caoutchouc de l'occupation, selon le coordinateur de la résistance populaire à Kafr Qadoum, Murad Ishtaiwi, cité par Wafa.

«Ces forces ont également agressé les journalistes et les ont expulsés de la région, et ont tenté d'ar-

rêter un nombre de jeunes Palestiniens», a-t-il ajouté.

Parallèlement, une autre marche pacifique a été réprimée dans un village à l'est de Naplouse, d'après le responsable du dossier de la colonisation au nord de la Cisjordanie occupée, Ghassan Daghlal, cité par l'agence de presse palestinienne.

Les Palestiniens ont manifesté en protestation contre la saisie de leurs terres par l'occupation

israélienne qui «prévoit aussi l'élargissement de la colonie illégale «Alon Moreh».

A Jénine, un autre adolescent a été arrêté la veille, lors d'une incursion israélienne au niveau de plusieurs quartiers de Ramallah, en Cisjordanie occupée, selon des sources locales. Depuis le 30 mars 2018, les Palestiniens participent à des marches pacifiques près de la barrière érigée par l'occupant israélien, séparant la bande de Gaza des territoires palestiniens occupés en 1948 pour réclamer la levée de l'embargo et pour exiger le retour des réfugiés vivant dans la bande dans leurs villes et villages occupés en 1948 par Israël.

Face à ces manifestations, les forces d'occupation ont réagi par la répression et des tirs, tuant plus de 310 Palestiniens et blessant plus de 31.000 autres.

ARABIESAOUDITE-GOLFE: L'Arabie demande une réponse "décisive" aux menaces sur le commerce maritime

Le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Falih, a demandé hier une réponse «décisive» aux menaces sur les approvisionnements mondiaux en énergie après les attaques contre des pétroliers dans la région du Golfe.

«Il doit y avoir une réponse prompte et décisive aux menaces sur les approvisionnements en énergie (...) créées par les récents actes terroristes» dans la région du Golfe, a déclaré le ministre lors d'un sommet au Japon, selon son compte Twitter.

Plus tôt, les Emirats arabes unis ont appelé les puissances internationales à contribuer à la sécurisation du commerce maritime et des approvisionnements en énergie en provenance du Golfe, deux jours après les attaques contre deux pétroliers en mer d'Oman.

Deux pétroliers, norvégien et japonais, ont été la cible jeudi d'attaques d'origine indéterminée alors qu'ils naviguaient près du détroit d'Ormuz, un passage maritime stratégique à l'échelle mondiale.

Ces attaques interviennent un mois après le sabotage de quatre navires, dont trois pétroliers, au large des Emirats arabes unis.

FRANCE: Une vingtaine de rédactions dénoncent l'interpellation d'un journaliste par la police

Une vingtaine de rédactions françaises ont dénoncé dans une pétition l'interpellation du journaliste Taha Bouhafs par la police lors d'un reportage, la qualifiant de «nouvelle atteinte» à la liberté d'informer.

Les signataires de la pétition ont également exprimé leur solidarité au journaliste du site d'informations «Là-bas si j'y suis» qui couvrait une manifestation de soutien à des travailleurs sans-papiers dans un centre Chronopost à Alfortville (Val-de-Marne).

Taha Bouhafs a été interpellé mardi dernier par la police qui l'avait placé en garde à vue alors qu'il avait mentionné son statut de journaliste.

Son téléphone, outil de travail, lui a été confisqué par la police, ce qui équivaut, selon la pétition, à l'empêcher d'exercer sa profession en le privant d'accès à ses échanges, à ses images, à ses communications et à ses contacts. «Nous ne pouvons tolérer d'être régulièrement pris pour cibles par les forces de l'ordre dans le cadre de l'exercice de notre métier», ont déclaré les signataires de la pétition, dénonçant par ailleurs les atteintes au secret des sources, «pierre angulaire de notre profession». Mercredi, le journaliste a reçu une convocation au tribunal de Créteil pour être jugé le 25 février 2020 pour «outrage et rébellion sur une personne dépositaire de l'autorité publique».

Taha Bouhafs a expliqué avoir été, durant son interpellation, «violé» à de multiples reprises par la police.

Le médecin lui a prescrit 10 jours d'incapacité totale de travail et trois semaines d'arrêt.

Son avocat, Arié Alimi, a indiqué avoir déposé plainte pour «violences par une personne dépositaire de l'autorité publique».

Reporters sans frontières (RSF) avait alerté en avril dernier que depuis le début du mouvement de protestation des «gilets jaunes», le 17 novembre 2018, près de 90 journalistes ont été victimes de violences policières, rappelle-t-on.

La France occupe la 32e place sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2019 de RSF.

ALLEMAGNE: Une bombe de la 2^e Guerre mondiale découverte dans le centre de Berlin

Une bombe de 100 kg de la Seconde guerre mondiale a été découverte vendredi en plein centre de Berlin, à proximité de l'emblématique Alexanderplatz, a annoncé la police.

Découverte près d'un imposant centre commercial, il s'agit d'une bombe larguée par un avion dont le détonateur est resté intact. Un périmètre de sécurité de 300 mètres devait être délimité autour de l'engin, avant son désamorçage. L'Allemagne a une grande expérience de ce type d'événements, les découvertes de bombes de la Seconde Guerre mondiale étant relativement courantes. Les engins lâchés par les Alliés à l'époque et n'ayant pas explosé provoquent toujours des opérations impressionnantes. La plus grosse évacuation du genre depuis 1945 a eu lieu en septembre 2017, à Francfort, où une énorme bombe dotée d'une charge explosive de 1,4 tonne avait été retrouvée. 65.000 habitants avaient dû quitter leurs domiciles. Si généralement ces engins peuvent être désamorçés, dans de rares cas une explosion dite « contrôlée » doit avoir lieu. Berlin a



connu pendant la guerre une campagne d'intenses bombardements, en particulier au printemps 1945, avec un tiers des habitations de la ville détruites et des dizaines

de milliers de morts. Des milliers d'engins non explosés ont été découverts depuis et quelque 3.000 autres resteraient dans le sous-sol berlinois, selon les experts. En

avril 2018, les forces de sécurité berlinoises avaient désamorçé une bombe britannique de 500 kg. Quelque 10.000 personnes avaient été évacuées.

"El faqir", premier spectacle de rue pour enfants à Oran

Un nouveau spectacle de rue, le premier à être destiné uniquement aux enfants, intitulé "El faqir" (le pauvre), est en montage à Oran, a-t-on appris samedi du directeur du Théâtre régional "Abdelkader Alloula" (TRO).

"Il s'agit de la première production du TRO dédiée aux enfants dans le but de les imprégner de la tradition populaire de la 'halqa' si chère au regretté dramaturge Alloula", a précisé à l'APS Mourad Senouci.

L'idée, a-t-il expliqué, est partie de l'affluence du jeune public observée aux différentes représentations de la pièce "El harraz" qui constitue le premier spectacle de rue produit l'année dernière par le TRO. Mourad Senouci est l'auteur du texte du nouveau spectacle "El faqir" qu'il a décidé d'offrir aux petits en cette période marquée par la célébration des journées africaine et mondiale de l'enfant.

La mise en scène est assurée quant à elle par Leila Touchi, la réalisatrice de la pièce "El harraz" qui a été jouée avec succès dans différents quartiers populaires d'Oran et d'autres villes du pays. Outre "El faqir" dont la générale est prévue le 8 juillet prochain, le TRO est également investi dans la coproduction, avec la coopérative théâtrale "Mass-Art", d'un autre spectacle de rue intitulé "Ennadji" (le survivant) écrit et mis en scène par Adila Bendimered. "Ennadji" sera joué le 22 juin prochain, a fait savoir le directeur du TRO, signalant que la grande place publique "1er Novembre" et le quartier populaire de "Sidi El-Houari" accueilleront les premières représentations des nouvelles créations.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Wilaya de Tizi-Ouzou

Direction des équipements publics
N° 851/DEP/505 SCSOR/2019

ولاية تيزي وزو

مديرية التجهيزات العمومية

1^{ère} MISE EN DEMEURE

- Vu le marché de réalisation n° 2014/622/87 en date du 31/12/2014.
- Vu l'ordre de service de démarrage 04/01/2015.
- Vu le délai de réalisation des travaux de neuf (09) Mois
- Vu la mise en demeure du subdivisionnaire des équipements publics de la daïra de Makouda N° 183/SEP/2018 du 30/12/2018 adressée à l'entreprise pour achever les travaux de la salle de sport,
- Vu le courrier n°755/KH.A/B.C.E.S/S.P.S/D.E/2019 du 17/04/2019 émanant de la direction de l'éducation signalant le non achèvement de la salle de sport.
- Vu les procès verbaux de constat émanant du subdivisionnaire des équipements publics de la daïra de Makouda en date du 11/04/2019 et 05/05/2019 signalant la non reprise des travaux et l'abandon du chantier par l'entreprise.

L'entreprise **E.T.B-T.C.E/G.T.P.H, SADJI Med Said** élisant domicile au **Village TAZRART, Commune de Makouda Wilaya Tizi-Ouzou**, titulaire du marché relatif à **L'Étude, Réalisation et Équipement d'un lycée 1000/300R à BOUDJIMA, Lot N°01: Salle de sport** (Infrastructure, Assainissement et Superstructure) est mise en demeure de reprendre les travaux et achever les restes à réaliser de la salle de sport;

Un délai de 10 jours est accordé à l'entreprise de s'y conformer à partir de la première parution de la présente mise en demeure sur le BOMOP ou les quotidiens nationaux, faute de quoi, des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur seront appliquées à l'encontre de votre entreprise.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن والعمران والمدينة
د.ت.ت.ع. بئر مراد رايس



2019/06/16

A

Monsieur le Directeur de l'entreprise MCC22 MISE EN DEMEURE AVANT RESILIATION

- Vu le décret présidentiel n°10-236 du 07 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics notamment l'article 112.
 - Vu le marché de réalisation N° 26/2013 du 22/07/2013 passé avec l'entreprise MCC 22ND GROUPE CORP.LTD pour la réalisation des 1200 Logements Publics Locatifs à EL CALYPTYS lieu dit SLAMANI - ALGER- pour un montant de 2 693 400 000,00 DA TTC, et un délai de réalisation de 24 mois.
 - Vu l'ordre de service N°66/LPL/13 notifié à l'entreprise en date du 22/07/2013
 - Vu l'expiration du délai contractuel en date du 21/07/2017.
 - Vu le retard enregistré pour achever tout les travaux au niveau d'ilot 05, et la faible cadence des travaux constaté.
 - Vu le non respect des engagements pris par le président directeur général de l'entreprise lors de la réunion du 12/12/2017 avec monsieur le ministre de l'habitat de l'urbanisme et de la ville, à l'effet de terminer le projet fin mars 2018
 - Vu la correspondance adressé à l'entreprise en date du 05/02/2018, à l'effet de mettre à la disposition du chantier un interlocuteur apte de mettre fin à l'impasse actuel.
 - Vu la première mise en demeure en date du 22/06/2015, la deuxième en date du 22/04/2016, et la troisième publiée dans les quotidiens nationaux EL BILAD en date du 22/07/2017, et SUPPORTERS en date du 23/07/2017, la quatrième en date 25/03/2018, la cinquième en date du 25/06/2018, et la sixième en date du 28/10/2018.
 - Vu les différents Procès verbaux du chantier, notamment le PV du 23/05/2018 pour entamer les travaux de gaz au niveau des 560 logements (lots 1, 2, 3), la levées des contraintes pour entamer les travaux des VRD, approvisionner le chantier en matériaux nécessaires, et d'accélérer le rythme des travaux.
 - Vu le non respect de l'engagement du 21/05/2019, pour le renforcement du chantier en moyens humains et en matériaux nécessaires, afin d'achever les 154 logements la fin du mois juin 2019.
 - Vu le Procès verbal de constat établi par haussier de justice en date du 03/06/2019, confirmant l'arrêt des travaux au niveau des 154 logements.
 - Vu l'engagement de la sous-traitance total du projet avec l'entreprise GAYA, sans l'autorisation préalable du maître d'ouvrage, conformément à la réglementation en vigueur.
 - Vu le rapport du bureau d'étude suivi SETAM, relatif à la carence flagrante de l'entreprise MCC22 en moyens humains et matériels engendrant ainsi un retard considérable.
- Considérant le retard important enregistré soit en total 22 mois, l'entreprise MCC 22ND GROUPE CORP.LTD, dont le siège social est à : 16 Avenue Xingfu Arrondissement Fengrun Ville De Taneshan Province du Hebei RP de Chine, et le bureau de liaison en Algérie sis à : 17 cité du 20 Aout 1955 Canastel Oran est mise en demeure de prendre toutes les dispositions nécessaires, et de respecter ces engagements dans un délai de huit jours, faute de quoi des mesures réglementaires seront prises à l'encontre de l'entreprise, notamment la résiliation aux torts exclusifs.

ALGÉRIE-CUBA

Des praticiens de santé cubains présentent un spectacle artistique à Alger

Des praticiens de santé cubains exerçant dans plusieurs hôpitaux algériens ont réjoui, jeudi soir, le public de la Salle Ibn Zeydoun (Alger), en exécutant avec brio des tableaux chorégraphiques variés et des chants folkloriques.

Composé de 20 membres dont des médecins, des infirmiers et des praticiens de santé cubains exerçant au niveau de plusieurs structures hospitalières dans la wilaya de Djelfa, ce groupe amateur a présenté des prestations artistiques éclectiques conciliant danse chorégraphique et chant folklorique inspirés de la culture et du patrimoine cubains.

Le début de soirée a été marqué par la lecture de vers composés par la poétesse cubaine, Carilda Oliver Labra, en hommage au leader Fidel Castro, puis la troupe cubaine est montée sur scène pour alterner danses chorégraphiques rythmées aux sons des célèbres mélodies et chansons cubaines telles que «Guantanamera» de Joseito Fernandez, «Cabligando con Fidel» de Raul Torres, «El Necio» de Silvio Rodriguez et «Y que tu quieras que te den» d'Adalberto Alvarez. Le spectacle a été rehaussé par la présence de responsables de plusieurs ministères ainsi que de l'ambassadrice de Cuba à Alger, Clara Margarita Pulido, de membres du corps diplomatique accrédité à Alger et de membres de la communauté cubaine établie en Algérie. La rumba, le cha-cha-cha, le mambo, le Mozambique Cubano et bien d'autres danses étaient au rendez-vous, des styles



reflétant la richesse de la culture cubaine. A cet effet, la troupe n'a pas omis de rendre hommage au peuple cubain et aux légendaires révolutionnaires Antonio Maceo Grajales et Che Guevara. Médecin et chanteuse dans la troupe, Sierra Perez a déclaré à l'APS que ses collègues «sont des praticiens de la santé et ne sont pas des artistes

confirmés, mais l'amour de la patrie et leur haute considération pour le leader cubain Fidel Castro les a encouragés à investir le monde de l'art», ajoutant que «l'art et la culture coulent dans le sang du peuple cubain».

Pour sa part, l'ambassadrice cubaine s'est félicitée de l'organisation de ce spectacle qui «reflète les

relations historiques et privilégiées entre les deux pays», rendant hommage, à cette occasion, aux praticiens cubains exerçant en Algérie. Par ailleurs, Mme. Pulido a salué la présence de personnalités sahraouies à cette soirée, exprimant «l'entière et éternelle solidarité de son pays avec le peuple sahraoui».

DISTINCTION

Le prix du chef de l'Etat Ali-Maachi décerné à 24 jeunes talents

Le prix du chef de l'Etat «Ali Maachi» pour les jeunes créateurs a été décerné, jeudi, à 24 lauréats lors d'une cérémonie organisée à l'Opéra d'Alger où quatre artistes ont été honorés par le ministre de la Culture, Meriem Merdaci.

Ont pris part à cette cérémonie des membres du gouvernement, dont les ministres de la Communication, de la Jeunesse et des sports et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, respectivement Hassane Rabhi, Raouf Bernaoui et Tayeb Bouzid ainsi que des directeurs d'établissements culturels algériens.

L'homme de théâtre, Abdelhamid Habati, le musicien Boualem Rahma et la plasticienne Fatïha Bisker et le cinéaste Mohamed Cherfaoui ont été distingués par le ministère de la Culture, avec la collaboration de l'Office na-

tional des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) pour leurs parcours artistiques remarquables. Dans la catégorie du roman, le prix Ali Maachi a été décernée à Benlekhal Nesrine, Smaïl Mohamed et abderrezak Touahria. Les trois prix de la catégorie poésie ont été remportés par Boufta Ahmed, Benamar Mosaeb Takieddine et Aïcha Beldjilali.

Pour ce qui est de l'interprétation théâtrale, le premier prix est revenu à Hantour Ghania, le deuxième à Hicham Guerghah et le troisième à Haouas Mohamed.

Smaïn Azzedine et Lounes Sabrina ont remporté respectivement les deuxième et troisième prix de la mise en scène théâtrale. Le premier prix n'a pas été décerné dans cette catégorie. Dans le domaine de la musique, le premier prix a été décerné à Fadhloune Kamel, le

deuxième à Bastandji Mohamed Abdelawaheb et le troisième à Bahri Younes Abdessamad. Dans la catégorie chant et musique, Belata Abdennacer a arraché le premier prix, suivi de Boukhari Zoubir (2ème prix) et Adjrou Kocella (3ème prix).

Les trois premiers prix récompensant les meilleurs œuvres dans la catégorie des arts plastiques sont revenus à Khali Nasreddine (1er prix), Hadji Yahia (2ème prix) et Imène Kaci Moussa (3ème prix). Dans la catégorie cinéma et audiovisuel, le premier prix a été attribué à Bouneb Khaled, suivi de Karoun Lounes et Djellouli Ali qui ont remporté respectivement les deuxième et troisième prix. Cette soirée a été marquée par une animation musicale de différents styles algériens, africains et internationaux.

MASCARA :

L'École Sidi Mohamed Chérif lauréate du concours du théâtre scolaire

L'École Sidi Mohamed Chérif de la ville de Mascara a remporté le premier prix du concours du théâtre scolaire, organisé par la commune de Mascara, en coordination avec la direction de l'Éducation de la wilaya.

L'École Sidi Mohamed Chérif, a obtenu la première place du concours du théâtre scolaire pour sa pièce «A la recherche du pays perdu», évoquant les souffrances d'une fille palestinienne à la recherche d'un pays perdu. La deuxième place de ce concours, le premier du genre, organisé par la commune de Mascara, est revenue à l'École «Ahmed Karaoui» qui a présenté «El Ilm Nour», une pièce qui traite de l'importance de la science et de l'éducation dans la vie sociale et de son rôle dans la réalisation du dé-

veloppement durable. L'École «Allal Fatïha» a obtenu le prix du jury du meilleur texte de la pièce «Le secret des ennemis» tandis que l'École «Boulariel Benamar» a décroché le prix de la meilleure troupe prometteuse. D'autre part, les jeunes élèves, Tenni Akram, Larbi Ouassal et Bouali Anes, ont obtenu le prix des meilleurs comédiens. Ce concours a vu la participation de 5 écoles primaires. L'écrivain Raho Chergui, deuxième prix au concours de la nouvelle au festival International des lettres et des arts «Hamsa» en Égypte, pour son recueil «Touyour Echitta» (les oiseaux de l'hiver) a été honoré, également, lors de la cérémonie de clôture cette manifestation.

APS



UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS CULTURELLES

- La célébration de la Journée nationale de l'artiste, coïncidant avec le 8 juin de chaque année, aura été au cœur de l'actualité culturelle de la semaine écoulée en plus d'autres activités en lien avec le cinéma et la danse.

- Le Prix Ali Maâchi des jeunes créateurs a été remis jeudi à 24 jeunes talents dans les domaines de la littérature, la poésie, le théâtre, la musique, la danse et les arts plastiques.

- Le musée du moudjahid de la wilaya de Tissemsilt a commémoré lundi le 61e anniversaire de la mort de l'artiste chahid Ali Maachi.

- Exposition de l'artiste peintre Hocine Houara à Batna à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste.

- Tenue à Batna d'une cérémonie en hommage à des artistes de la région disparus récemment dont le sculpteur et moudjahid Mohamed Demagh, le plasticien El Ayach Sahli, les artistes de théâtre Mahieddine Bouzid et Kadour Mestour, le jeune clown Mourad Yahiaoui et les chanteurs Mohamed Oubelaid et Ali Khedda.

- Tenue à Khenchla d'une cérémonie en hommage aux chanteurs Azzedine Laâgoubi et Mohamed seddik Kaidi, aux poètes Omar Laouar et Mohamed Mehtoui, au photographe Youcef Assebaâ et aux plasticiens Djamel Rouibi et Hadia Khelif.

- La 1ère édition du Salon de la photographie s'est tenue à Tizi-Ouzou du 12 au 15 juin avec la participation d'une trentaine de photographes dont des associations, des écoles de formation, et studio professionnels.

- Les journées cinématographiques des langues de Mohamed Dib se tiennent depuis le 10 juin à la salle du cinéma «Djamel-Ed-dine Chandarli» de Tlemcen jusqu'à samedi.

- Un spectacle de musique et de chorégraphie reflétant le patrimoine culturel cubain a été présenté jeudi à Alger par un collectif amateur composé de praticiens cubains de la santé exerçant en Algérie.

- La troupe «Antounna» a présenté jeudi à Alger son spectacle chorégraphique «J'écris ton nom».

Programme de la soirée

TF1 20:00

Alibi.com
Réalisateur : Philippe Lacheau
Avec : Julien Arruti, Elodie Fontan



Un jeune homme se réveille dans les bras d'une femme alors que sa compagne, furieuse, l'attend. Sur les conseils d'un ami, il fait appel aux services de l'agence Alibi.com, qui fournit des alibi en béton à ses clients. Son patron et fondateur, Grégory, raconte à Mehdi, sa nouvelle recrue, comment le douloureux divorce de ses parents, à cause d'une infidélité de son père, a été à l'origine de sa vocation. La vie de Grégory, plutôt indépendant, change quand il croise Flo, une juriste, après une intervention.

France 2 19:45

De l'autre côté du lit
Réalisateur : Pascale Pouzadoux
Avec : Sophie Marceau, Dany Boon



Mariés depuis dix ans, Ariane et Hugo forment un couple sans histoire. Mais le temps qui passe rend leur quotidien de moins en moins surprenant... Pour échapper à la routine, les deux époux décident d'échanger leurs emplois. Ariane intègre alors la direction de l'entreprise de matériel de chantier dans laquelle travaille son mari. De son côté, ce dernier quitte ses bureaux et devient vendeur de bijoux à domicile.

France 3 20:00

Les enquêtes de Morse
Réalisateur : Börker Sigborsson
Avec : Shaun Evans, Roger Allam



Terence Bakewell, le percuteur de coffre-fort du gang de Mattheu, est hospitalisé au Cowley General Hospital pour une opération. Morse est chargé de sa protection dans un service où plusieurs morts suspectes ont été signalées. C'est alors que Bright, le patron de la police, est lui aussi hospitalisé d'urgence et se retrouve voisin de lit de Bakewell. Le truand décède le lendemain de son opération et le médecin légiste découvre qu'il a reçu une piqûre d'insuline qui lui a été fatale.

CANAL+ 19:45

Sueur froide



Au volant d'une Formule 1 lancée à 300km/h, du haut d'un plongeur perché à 10m de haut, ou encore au départ d'une descente de ski aux pentes vertigineuses... Des sportifs de haut niveau sont très régulièrement confrontés à la vitesse dans le sport et à l'appréhension, la peur qui l'accompagne. Pendant neuf mois, les journalistes ont ainsi suivi des champions dans leur intimité à l'instar du pilote de F1 Romain Grosjean, le navigateur Armel Le Cléac'h, ou encore les skieurs de l'équipe de France à l'instar d'Adrien Théaux ou encore Alexis Pinturault, afin de comprendre comment ils gèrent leurs émotions.

6 20:05

Capital



Traiteurs de mariage : le grand jeu, mais à quel prix ? Face aux professionnels qui confectionnent des mets, de nouveaux venus rebattent les cartes, avec d'agressives pratiques commerciales • Anniversaires : tout le monde veut sa part du gâteau. Animateur, pâtissier, parc de loisirs, agence événementielle... le marché de la fête a le vent en poupe • Très chers bébés : enquête sur le business des naissances. Le marché de la petite enfance (couches-culottes, produits de puériculture...) attire les industriels.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2192

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|--|---|
| 9 | 2 | | 6 | 3 | | | 5 | | |
| 5 | | 7 | 2 | | | 6 | 9 | | |
| | 6 | | | | 3 | | | | |
| | 5 | | | | | | 3 | | |
| 3 | | | | | | | 8 | | |
| 2 | | | | | 4 | | | | |
| | 7 | | | | | 5 | | | |
| | 9 | 3 | | | 5 | 8 | 7 | | |
| 4 | | | 1 | 2 | | 6 | 9 | | 5 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | | | 9 | 1 | | 3 | 8 | | 1 | 4 | 6 | | 3 | 8 | | | 9 | |
| | 3 | 6 | | | 2 | 1 | 5 | | | 3 | 9 | 6 | | | | 4 | 8 | |
| | 1 | | | | | 9 | | | | 8 | | | | | | 3 | | |
| 5 | | | | | | 6 | | | | 5 | | | | | | | 4 | |
| 1 | | | | | | | 3 | | | 2 | | | | | | | 6 | |
| | 2 | | | | | | 1 | | | 6 | | | | | | | 7 | |
| | 9 | | | | | | | 1 | | 9 | | | | | | | 4 | |
| 2 | | 7 | 3 | | | 6 | 8 | | | 4 | 7 | | | 5 | 3 | | 2 | |
| 3 | 6 | | | 4 | 9 | | | | | 5 | | 1 | 9 | | | | 6 | 8 |



"La vraie science et la vraie étude de l'homme, c'est l'homme."

Pierre Charron

Mots croisés n°2192

- Horizontalement :**
- Raillerie
 - Gringlet - Lieu de délices
 - Chasseur de gros mammifères - Médisant souvent inconnu
 - Très petite parcelle - Cité hispanique
 - Eclaté - Rayonnera
 - Belle coupole - Sorties
 - Nourrice venue de la mer - Compagnon s'il est petit - Difficile
 - Tâtera sans délicatesse
 - Manche de pinceau - Bonne feuille pour les canards - Affecté
 - Feras des efforts - Démolir complètement
- Verticalement :**
- Tissus croisés
 - Approbation bruyante - Et parfois cru
 - Fleuve de Corse - Petit tas
 - Accumulation de produits azotés - Transport parisien
 - Rigole dans le salin - Edenté brésilien
 - Net refus - Très fatigués
 - Vivacité
 - Roi de France - Gloire pour le cabot
 - Lieu de chute
 - C'est pareil - Coupes de vers
 - Convenir - But de pion
 - Groupe de neuf - Patrie d'Abraham

| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | |



CYCLISME / CRITÉRIUM DE LA VILLE DE TINQUEUX : L'Algérien Yacine Chalel parmi les 41 engagés

Le cycliste algérien Yacine Chalel, sociétaire du club français Paris Cycliste Olympique, fait partie des 41 engagés dans le Critérium de Tinqueux, prévu ce vendredi soir (19h30 algérienne), sur une distance de 80 kilomètres, dans le département de la Marne (France), a-t-on appris auprès des organisateurs.

«La course est prévue sur un circuit de 1,6 kilomètres, que les cyclistes devront parcourir 50 fois, pour une distance totale de 80 kilomètres», a détaillé le Club Cycliste Grand Reims, organisateur de cette course, dans laquelle l'Algérien de 23 ans sera épaulé par deux autres sociétaires du Paris Cycliste Olympique.

«J'espère réussir une bonne course à Tinqueux. Ce qui me permettra de bien me préparer pour la troisième manche de coupe de France (DN3), qui aura lieu dimanche prochain dans le Périgord» a annoncé Chalel sur sa page facebook. L'an dernier, c'est Guillaume Hutin, sociétaire du club cycliste AVC Aix-en-Provence, qui avait remporté le Critérium de Tinqueux.

JEUX AFRICAINS DE PLAGE / HANDBALL : Les sélections algériennes ratent leur entrée en lice

Les sélections algériennes de handball de plages, messieurs et dames, ont raté leur entrée en lice aux Jeux africains de plage qui se déroulent sur l'île de Sal au Cap Vert, en s'inclinant vendredi pour le compte de la 1ère journée de compétition.

Les messieurs ont perdu face au Togo (16-21), alors que les dames ont été battues par le Tunisie (13-23). Trois autres disciplines sont concernées par les épreuves de la 1ère journée de compétition. Il s'agit du karaté (individuel messieurs et par équipes dames), le tennis de plage et l'aviron.

La cérémonie d'ouverture des premiers Jeux africains de plage est prévue ce vendredi à partir de 20h30 (heure algérienne). L'Algérie représentée par 74 athlètes, prend part à la 1ère édition des Jeux africains de plage dans les 11 disciplines inscrites au programme de ces joutes qui réuniront 1800 sportifs de 54 pays.

BASKET : Le Panathinaïkos sacré champion de Grèce

Le Panathinaïkos s'est adjugé vendredi la finale de la Ligue grecque de basket en gagnant un troisième match de suite face au Promitheas Patras, dans une série disputée au meilleur des cinq matches. Grâce à leur large victoire (111-77), les Athéniens ont enrichi d'une 38e couronne nationale leur palmarès, déjà riche de 19 Coupes de Grèce, de six Euroligues et d'une Coupe intercontinentale.

APS

TENNIS / TOURNOI ITF «JUNIORS» D'OFFENBACH : L'Algérien Hamza Reguig éliminé au deuxième tour

Le tennisman algérien Samir Hamza Reguig a été éliminé au deuxième tour d'un tournoi international juniors actuellement en cours à Offenbach (Allemagne), après sa défaite par deux sets à zéro contre l'Italien Samuel Vincent Ruggeri.

Le jeune algérien avait très bien démarré ce match, opposant une résistance farouche à l'Italien, qu'il a mené jusqu'au tie-break (7-5), avant de payer chèrement cette grosse débâche d'énergie dans le deuxième set, qu'il a concédé (6-1).

Au premier tour de ce prestigieux tournoi de Grade 1, Reguig avait dominé l'Allemand Georg Eduard en deux sets, alors que Ruggeri s'était difficilement qualifié aux dépens de l'Américain Blaise Bicknell : 6-3, 5-7, 6-3. La compétition qui se déroule du 11 au 16 juin courant à Offenbach a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés chez la Fédération internationale de tennis (ITF), notamment, le Français Harold Mayot (37e mondial), alors que Reguig n'est actuellement que 422e.



CYCLISME / TOUR DE CORÉE (2E ÉTAPE) : L'Algérien Hamza Reguig endosse le maillot jaune

Le cycliste algérien Hamza Reguig a endossé le maillot jeune du Tour international de Corée du Sud à l'issue de la deuxième étape, disputée jeudi, sur une distance de 161,6 kilomètres, entre Cheonan et Danyan. Reguig, sociétaire du club malaisien Terengganu Cycling Team s'est classé deuxième, avec le même temps que l'Estonien Martin Laas, sociétaire de Team Illuminate, qui s'était

imposé en 3:49:21. C'est cependant Reguig qui s'est vu propulser à la première place au général, avec un temps de 5h11:01, devant Raymond Kreder, qui accuse un retard de 5 secondes sur l'Algérien et le Néozélandais Corbin Strong, avec 12 sec de retard. Outre le maillot jaune de leader, Reguig a endossé également le maillot bleu du meilleur sprinter, avec un total de 35 points. Au total,

120 coureurs représentant 19 clubs prennent part à ce tour qui se déroule en cinq étapes dont la 3e entre Tanyang et Samch'ok est prévue ce vendredi 14 juin, sur une distance de 178,3 kilomètres. La 4e étape, quant à elle est prévue samedi, sur une distance de 127 kilomètres entre Samch'ok et Goseong, alors que la 5e et dernière étape est prévue dimanche, à Séoul, sur une distance de 65 kilomètres.

ATHLÉTISME / MONDIAUX 2019 : L'Algérien Billel Tabti qualifié sur 3000 mètres steeple

L'Algérien Billel Tabti s'est qualifié pour le 3000 mètres / steeple des prochains Championnats du monde d'athlétisme, prévus du 28 septembre au 6 octobre à Doha (Qatar), en réalisant un chrono de 8:24.52, au Meeting d'Hérou-

ville, disputé jeudi, en France. Tabti s'était classé en deuxième position, derrière le Marocain Mounaime Sassioui, vainqueur en 8:22.66, alors que l'autre Algérien engagé dans cette course, Hicham Bouchicha, s'était

contenté de la 4e place, avec un chrono de 8:33.42. Contrairement à son compatriote, Bouchicha n'a pas réussi à se qualifier pour les Mondiaux de Doha, car son chrono était assez loin des minima exigés par la Direction technique na-

tionale (DTN), et qui étaient fixés à 8:29.00. Tabti est le 3e algérien qualifié jusque-là pour les prochains Mondiaux d'athlétisme, après Mohamed Belbachir sur 800 mètres et Abdelmalik Lahoulou sur 400 mètres / haies.

ATHLÉTISME / FESTIVAL NATIONAL DU DEMI-FOND À CONSTANTINE : La 8e édition reprogrammée le 2 juillet

La 8e édition du Festival national de demi-fond, prévue le 22 juin courant à Constantine, et qui fut initialement annulée faute de moyens, se déroulera finalement le 2 juillet prochain, grâce à l'intervention «salutaire» de la Direction de la Jeunesse et des Sports locale (DJS), et celle de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), ayant promis de four-

nir «la plus grosse partie des moyens requis», a-t-on appris vendredi auprès des organisateurs.

«La DJS et la FAA ont promis de fournir la plus grosse partie des moyens nécessaires pour organiser cette compétition, ce qui a rendu son déroulement «possible», ont expliqué les organisateurs. Si la DJS et la FAA se chargeront de fournir

le plus gros des moyens nécessaires pour l'organisation de ce Festival, la Ligue locale se chargera de «fournir le reste», grâce notamment à l'apport de ses bailleurs de fonds traditionnels, a-t-on encore appris de mêmes sources. Le 1er juin courant, les organisateurs avaient annoncé l'annulation de ce Festival, faute de moyens.

NBA:

Les Lakers favoris des bookmakers pour le titre 2020

Leur dernière participation aux play-offs remonte à 2013 et ils ont vécu en 2018-19 une saison cauchemardesque en dépit de l'arrivée de LeBron James, les Lakers sont pourtant devenus vendredi les favoris des bookmakers pour le titre 2020.

Pour la société de paris Caesars Sportbooks, basée à Las Vegas, la cote des Lakers est de 4 contre 1. Ils devan-

cent leurs grands rivaux et voisins des Clippers (6 contre 1) qui ont été éliminés dès le 1er tour des play-offs par Golden State (4-2) mais qui devraient être très actifs sur le marché des transferts cet été.

Milwaukee, meilleure équipe de la saison régulière grâce à son ailier grec Giannis Antetokounmpo, occupe la 3e place (6 contre 1), juste devant le nouveau champion NBA

Toronto (8 contre 1). La cote de Golden State, double champion NBA sortant battu en finale par les Raptors (4-2) jeudi, a dévisé à 10 contre 1, à égalité avec celle de Houston. Les bookmakers faisaient pourtant des Warriors leurs favoris avant le match N.6 décisif perdu 114-110, mais les blessures coup sur coup de Kevin Durant (rupture d'un tendon d'Achille) et de Klay

Thompson (rupture du ligament antérieur croisé du genou gauche) et leur longue indisponibilité les ont incités à revoir leurs pronostics.

Les bookmakers de Westgate Superbook ont également fait des Lakers leurs favoris (9 contre 2), devant Milwaukee et les Clippers (6 contre 1). Ils sont encore plus pessimistes pour les Warriors avec une cote de 14 contre 1.

CAN-2019 DE FOOTBALL / PRÉPARATION (ALGÉRIE - MALI) : Vaincre et convaincre avant l'Egypte

La sélection algérienne de football affrontera son homologue malienne aujourd'hui au stade Jassim Bin-Hamad à Doha à huis clos (19h00 algériennes) dans ce qui sera son dernier test préparatoire, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet).

Tenus en échec mardi à la surprise générale par le Burundi (1-1), les Verts seront appelés cette fois-ci à faire preuve de plus de réalisme face aux «Aigles» et décrocher une victoire pour le moral avant le rendez-vous continental.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi compte mettre à profit ce test révélateur pour régler les automatismes, d'autant que cette rencontre intervient une semaine avant l'entrée en lice de l'Algérie à la CAN-2019 face au Kenya, le 23 juin au stade du 30-juin du Caire.

«On va plus travailler les aspects tactiques qui risquent de changer en fonction des matchs et de nos adversaires, avec un Burundi qui ressemble plus au Kenya, et un Mali qui a presque le même profil que le Sénégal. Deux matchs et deux approches différentes», a indiqué le coach national Djamel Belmadi.

L'équipe nationale, en stage depuis une semaine à Doha, a enregistré jeudi soir l'arrivée de l'attaquant Andy Delort (Montpellier/France), appelé en renfort pour remplacer le milieu de terrain Haris Belkebla, écarté pour des raisons disciplinaires.

Le milieu offensif de Naples (Italie) Adam Ounas, blessé à la cheville, sera quant à lui ménagé. De son côté, le Mali, 62e au dernier classement Fifa, a réussi vendredi à tenir en échec le Came-



roun (1-1) à Doha. Le sélectionneur Mohamed Magassouba communiquera la liste finale des 23 joueurs qui prendront part à la CAN-2019 à l'issue de ce match amical face à l'Algérie.

Le Mali doit s'acquitter d'une amende financière pour avoir envoyé la liste hors délais. Il pourrait aussi être disqualifié par la Fédération internationale (Fifa). Une Assemblée générale (AG) est prévue pour samedi conformément à une feuille de route dressée par la Fifa dans la résolution de la crise du football malien.

Cette AG devra permettre d'exécuter une sentence du Tribunal arbitral du sport (TAS) dans la crise, avant l'organisation de l'assemblée générale électorale pour désigner un nouveau président à la tête de la Fédération. A la CAN-2019, le Mali évoluera dans le groupe E, domicilié à Suez, avec la Tunisie, l'Angola et la Mauritanie, alors que l'Algérie a hérité du groupe C, basé au Caire, en compagnie du Sénégal, du Kenya et de la Tanzanie.

Les 10 derniers matchs de l'Algérie avant d'affronter le Mali en amical (ENCADRE)

11 juin 2019 à Doha (amical):

Algérie - Burundi-1

But : Bounedjah (68e)

26 mars 2019 à Blida (amical):

Algérie - Tunisie-1-0

But : Bounedjah (69e s.pen)

22 mars 2019 à Blida (CAN-2019/qualifications):

Algérie - Gambie 1-1

But : Mehdi Abeid (42e)

18 novembre 2018 à Lomé (CAN-2019/qualifications):

Togo - Algérie 1-4

Buts : Mahrez (13e, 30e), Atal (28e), Bounedjah (90e+2)

16 octobre 2018 à Cotonou (CAN-2019/qualifications):

Bénin - Algérie-1-0

12 octobre 2018 à Blida (CAN-2019/qualifications):

Algérie - Bénin 2-0

Buts : Bensebaïni (20e), Bounedjah (73e)

8 septembre 2018 à Banjul (CAN-2019/qualifications):

Gambie - Algérie 1-1

But : Bounedjah (47e)

7 juin 2018 à Lisbonne (amical):

Portugal - Algérie-3-0

1er juin 2018 à Alger (amical):

Algérie - Cap-Vert 2-3

Buts : Bensebaïni (4e), Bounedjah (30e)

27 mars 2018 à Graz, Autriche (amical):

Iran - Algérie-2-1

But : Chafaï (56e)

Bilan en 10 matchs : 3 victoires, 3 nuls, 4 défaites

Buts marqués : 13 / Buts encaissés : 13

Buteurs : Bounedjah (6), Mahrez (2), Bensebaïni (2), Chafaï (1), Atal (1), Abeid (1).

LIGUE 1/ASO CHLEF:

Confiance renouvelée à l'entraîneur Zaoui en attendant les négociations

La direction de l'ASO Chlef entend proposer cette semaine à l'ancien international algérien, Samir Zaoui, de poursuivre sa mission aux commandes techniques du nouveau promu en Ligue 1 de football, a-t-on appris hier de son président, Mohamed Ouahab. "Nous avons décidé de réitérer notre confiance à l'entraîneur Zaoui avec lequel nous aurons une entrevue au cours de cette semaine pour savoir s'il va accepter ou non notre proposition", a déclaré le patron chélifien à l'APS. "Dans le cas où on ne tomberait pas d'accord, ce que je ne souhaite pas bien sûr, nous serons dans l'obligation de loger un autre coach", a-t-il poursuivi. L'ancien défenseur central des Verts était l'architecte du retour de l'ASO parmi l'élite après quatre années passées au purgatoire. Il s'agissait de sa première expérience aux commandes techniques d'un club après avoir raccroché les crampons en 2015.

Malgré son manque d'expérience dans ce registre, Zaoui bénéficie toujours de la confiance de la direction de la formation dont il a porté les couleurs en tant que joueur pendant de longues années. Selon l'entourage du club, les difficultés financières énormes auxquelles est confrontée l'ASO Chlef ne permettent pas à sa direction d'engager un entraîneur reconnu sur la scène footballistique. Une réalité que Mohamed Ouahab n'a pas niée : "Nous parvenons difficilement à assurer le bon fonctionnement du club sur le plan financier. Je salue toute la composante de l'équipe pour avoir réussi à relever le défi en accédant en Ligue 1 malgré les difficultés financières énormes auxquelles nous sommes confrontés", a-t-il souligné.

Le même responsable s'attend à ce que la situation de son club dans ce registre soit davantage compliquée la saison prochaine, d'où son appel à l'adresse des autorités locales et différents opérateurs économique activant à Chlef pour venir à son aide.

LIGUE 1/USM BEL-ABBÈS :

Abdelghani El Hennani: «Ma démission est irrévocable»

Le président de l'USM Bel Abbès, Abdelghani El Hennani, a indiqué, hier, que sa démission de son poste de président du Conseil d'administration (PCA) de la société sportive par actions (SSPA) du club est «irrévocable».

«J'informe l'opinion sportive et les autorités locales, ainsi que les instances footballistiques, que j'ai déposé ma démission et que je ne compte plus exercer mes fonctions de PCA», a-t-il indiqué dans un communiqué dont l'APS détient une copie. Il s'en est, en outre, lavé les mains de «ce qui pourrait arriver dans la vie club dans les prochains jours», ajoutant que «les personnes agissant dans le giron de l'USMBA actuellement sont seules responsables de leurs actes et comportements».

Par ailleurs, El Hennani s'est dit «favorable» à l'ouverture du capital social du club pensionnaire de Ligue 1 professionnelle de football, souhaitant que ce dernier soit repris par une entreprise publique.

«J'adhère complètement à la demande populaire qui consiste à ce que le club soit affilié à une entreprise publique», a-t-il encore souligné. Il a aussi appelé ses pairs, membres du Conseil d'administration de la société sportive par actions (SSPA) du club, à «adhérer à (sa) démarche». L'USMBA traverse une conjoncture difficile marquée notamment par une crise financière inédite ayant failli envoyer l'équipe en Ligue 2 lors de l'exercice précédent. Les gars de la "Mekerra" ont patienté d'ailleurs jusqu'à la dernière journée du championnat pour assurer leur maintien parmi l'élite. Depuis la fin du championnat, le statu quo règne à l'USMBA où l'avenir se présente sous de mauvais auspices en raison des dettes énormes que doit la direction à ses joueurs qui menacent de saisir la Chambre de résolution des litiges (CRL), au moment où les actionnaires brillent toujours par leur absence. Dans la foulée, les supporters ne cessent d'interpeller les autorités locales pour y intervenir, réclamant notamment l'arrivée d'une entreprise publique pour reprendre la SSPA de l'USMBA.

APS

Décès de l'ancien joueur de l'USM Alger Zoubir Kerraz dit «Tereza»

L'ancien attaquant de l'USM Alger des années 1980, Zoubir Kerraz dit «Tereza» est décédé hier à Alger, à l'âge de 67 ans, suite à une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses

proches. Attaquant racé, Kerraz a d'abord évolué à l'USM Alger avant de servir, durant plusieurs années, la JS Bordj-Menaïel où les nombreux supporters menaillaient l'avaient sur-

nommé «Tereza» et longuement adopté. L'enterrement aura lieu cet après-midi après la prière de Dhor au cimetière d'El-Alia.

DIVISION NATIONALE AMATEUR (DNA) :

Coup d'envoi de la compétition fixé au 15 septembre

Le coup d'envoi de la saison 2018-2019 de division nationale amateur de football (DNA) sera donné le 15 septembre prochain, avec le déroulement de la première journée, a annoncé vendredi soir la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Au cours de la

réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa, le président de la Ligue nationale de football amateur (LNFA) Ali Malek, a soumis à l'adoption du BF la répartition des groupes de la DNA, d'autant que «plusieurs clubs du

centre voulaient rejoindre le groupe Ouest».

Les membres du BF ont proposé à ce que le club du centre qui se trouve le plus à l'ouest intègre le groupe Ouest, précise la même source. Par ailleurs, le président de la LNFA a informé les membres du BF que

l'opération homologation des stades s'est terminée. Sur le plan financier, un dernier rappel sera fait aux équipes ayant accédé en Ligue 2 sans avoir régularisé leur situation vis-à-vis de la commission nationale de résolution des litiges (CNRL).

JEUX AFRICAINS 2019/ FOOTBALL (DAMES) :

L'Algérie engagée avec la sélection des U-20 (FAF)

L'Algérie sera représentée par l'équipe nationale féminine de football des moins de 20 ans (U-20), au tournoi football des Jeux africains 2019 prévus à Rabat (19-31 août), a annoncé la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

En vue de cette échéance, les Algériennes effectueront deux stages de préparation : le premier aura lieu à Tikjda du 21 juin au 1er juillet, regroupant 28 joueuses, alors que le second se déroulera du 4 au 12 juillet au CRO Blida.

Dans ce tournoi qui regroupera huit nations, l'Algérie évoluera dans le groupe A en compagnie du Maroc (pays hôte), du Mali et de la Guinée équatoriale. Le groupe B est composé, quant à lui, du Cameroun, de la Zambie, de l'Afrique du Sud, et du Nigeria. Les Algériennes entreront en lice le 17 août face au Maroc au stade Boukker Ammar à Salé (17h00), avant de défier le Mali le 20 août au même stade (17h00), puis la Guinée équatoriale le 23 août au stade de l'Académie Mohamed VI

(16h30). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales prévues le 27 août, alors que le match pour la 3e place et la finale se joueront le 29 août au stade Boukker Ammar à Salé respectivement à 17h00 et 20h00. En l'absence de l'Algérie, le tournoi masculin regroupera également huit nations. Le groupe A est composé du Maroc, de l'Afrique du Sud, le Nigeria, et le Burkina Faso, alors que le groupe B comprend le Sénégal, le Mal, le Burundi, et le Ghana.

DOPAGE : Plus de 400 contrôles dont 7 cas positifs durant la saison 2018- 2019 (FAF)

412 contrôles antidopage, dont 7 cas positifs, ont été enregistrés durant la saison footballistique 2018-2019, a annoncé la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Lors de la réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi au Centre technique de Sidi Moussa, le président de la sous-commission antidopage de la FAF Djamel Eddine Damerdjil a insisté sur la nécessité d'installer deux médecins à la Ligue de football professionnel (LFP), tout en relevant l'urgence de convoquer les équipes qui ont accédé pour leur donner le code d'accès au PCMA (dossier médical, ndr), précise la même source.

«Damerdjil a tiré la sonnette d'alarme car pour lui ce n'est plus du dopage, c'est de la toxicomanie. Il a proposé des réunions avec les responsables des ministères concernés (santé, jeunesse et sports et commerce)». Le phénomène du dopage dans le football algérien a pris des proportions alarmantes durant le précédent exercice.

Pas plus tard que vendredi, l'ancien attaquant du MO Béjaïa Mohamed Bentiba a été interpellé à Oran alors qu'il était en possession de cocaïne. Trois joueurs ont été suspendus pour quatre années pour dopage à la cocaïne durant la saison dernière : Hicham Chérif El-Ouezani (MC Alger), Billel Naïli (USM El-Harrach), et Lyes Benyoucef (JS Kabylie).

La CAF lève la suspension de l'arbitre égyptien Gehad Grisha

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé vendredi de lever la suspension de l'arbitre égyptien Gehad Grisha, a indiqué la Fédération égyptienne de football (EFA). L'instance africaine avait suspendu Grisha pour six mois pour des fautes commises lors de la finale aller de la Ligue africaine des champions opposant le Wydad Casablanca à l'Espérance ST (1-1).

Issam Abdel Fattah, président de la commission des arbitres de la Fédération égyptienne de football (EFA), a confirmé que la CAF a accepté l'appel interjeté par la EFA concernant la décision de suspension de Gehad Grisha.

Abdel Fattah a déclaré vendredi à la presse égyptienne que Grisha rejoindra samedi, après la levée de sa suspension, le stage des arbitres de la Coupe d'Afrique des Nations, portant à 6 le nombre d'arbitres égyptiens retenus pour la compétition, dont trois directeurs de jeu. La Fédération de football égyptienne avait déposé un recours auprès de la CAF immédiatement après l'annonce de sa suspension.

APR

CAN-2019 / ALGÉRIE : Madjer : «Le parcours des Verts dépendra du rendement de Brahimi et Mahrez»

L'ancien entraîneur de la sélection algérienne de football, Rabah Madjer, a estimé que le parcours des Verts à la CAN-2019, prévue du 21 juin au 19 juillet au Caire (Egypte), dépendra du rendement de Yacine Brahimi et Riyad Mahrez.

«Je vais suivre comme toujours l'équipe d'Algérie en espérant que des joueurs comme Yacine Brahimi ou Riyad Mahrez soient au rendez-vous. Ils sont très talentueux», a déclaré Madjer au magazine France Football à l'occasion de la publication du classement des 30 meilleurs joueurs africains de l'histoire, dans lequel figure trois autres algériens, à savoir Lakhdar Belloumi (22e), Rachid Makhloufi (15e), Mustapha Dahleb (8e). Madjer qui occupe la 6e place de ce classement dominé par le Libérien George Weah, est également revenu sur son départ de la sélection algérienne en juin 2018.

«J'ai pris du recul. Cela a été une séquence un peu difficile sur la fin. Je me repose, et je m'occupe de ma famille. Je suis entre l'Algérie et le Qatar. Dans les jours à venir, je pars au



Caire, je suis invité à la CAN par la CAF avec quelques autres anciens grands joueurs», a-t-il

indiqué. A la CAN-2019 en Egypte, la sélection algérienne évoluera dans le groupe C avec

le Kenya (23 juin), le Sénégal (27 juin) et la Tanzanie (1er juillet).

Andy Delort : «J'ai tremblé en apprenant ma convocation»

Le nouvel attaquant de l'équipe nationale de football, Andy Delort, a exprimé hier sa fierté d'être retenu pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet), soulignant qu'il n'avait jamais perdu espoir de rejoindre un jour les Verts.

«En apprenant ma convocation via mon club, j'ai ressenti une fierté, j'ai tremblé, je ne croyais pas. J'ai du mal à réaliser que je suis avec le groupe. Il faut vite se mettre dans le bain d'autant que le tournoi arrive bientôt. J'espère apporter le plus à cette sélection», a indiqué le joueur de Montpellier (Ligue 1/France) dans un entretien diffusé sur la page Facebook officielle de la FAF.

Andy Delort (27 ans) a été appelé en renfort par le sélectionneur national Djamel Belmadi, en remplacement du milieu de terrain défensif Haris Belkebla (Stade brestois/France), renvoyé pour des raisons disciplinaires. «J'avais un espoir d'être au départ dans la liste des 23, mais c'était un peu court par rapport à la procédure du changement de la nationalité sportive, j'ai continué à travailler, tout en se disant que

tout peut arriver, surtout que mon nom figurait sur la liste élargie. J'avais un petit espoir d'intégrer le groupe, aujourd'hui je suis là, et je suis très content.

J'ai disputé avec Belmadi, il m'a dit qu'il croyait en moi, que j'étais capable d'apporter un plus», a-t-il ajouté. Le joueur qui a participé vendredi à sa première séance d'entraînement à Doha (Qatar) a souligné qu'il ne se sentait pas «à 100% de mes moyens, disons que je suis à 90%, d'ici à la fin de la semaine je serai prêt».

Delort qui avait, entre autres, porté les couleurs du club mexicain de Tigre (2016-2017), s'est réjoui de l'accueil qui lui a été réservé par les joueurs de la sélection : «Je connais certains joueurs contre qui j'ai joué en France, ils m'ont bien accueilli. Le groupe vit bien, le sélectionneur est proche de ses joueurs, c'est très important». Enfin, Delort s'est engagé à donner le meilleur de lui-même : «Je mettrai mon



expérience, ma combativité au service de l'équipe. Je dois d'abord vite m'adapter au groupe. Nous devons jouer à fond dans l'objectif d'aller jusqu'au bout dans cette CAN-2019».

CHAMPIONNAT NATIONAL AMATEUR - RC KOUBA : Retrait de confiance au président Farès Mohamed Seghir

Les membres de l'assemblée générale du club sportif amateur, RC Kouba, ont décidé de retirer leur confiance au président Farès Mohamed Benseghir, lors de l'Assemblée générale extraordinaire, tenue jeudi soir au stade Mohamed Benhaddad (Alger).

Ce retrait de confiance était le seul point à l'ordre du jour et ce sont les supporters du Raed qui l'avaient exigé, consécutivement la rétrogradation du club en Division nationale amateur à l'issue de l'exercice écoulé. Les travaux ont débuté juste après que l'huissier de justice eut constaté que le quorum a été atteint.

Le vote s'est fait à main levée et la totalité des membres ont demandé le départ du président Farès Mohamed Seghir. Après quoi, il a été procédé à l'installation des commissions de candidature et de recours, pour commencer à préparer l'As-

semblée générale électorale, qui permettra d'élire un nouveau président pour le Raed.

La mission de ces deux commissions a été écourtée à seulement une semaine, pour permettre le déroulement de cette AGE dans les plus brefs délais et aider ainsi le nouveau bureau à démarrer la saison 2019-2020 dans de bonnes conditions.

Les membres de l'assemblée ont profité de l'occasion pour avertir les candidats intéressés par la présidence du club que leur rôle ne devrait pas se limiter à gérer l'argent du contribuable, mais à trouver de nouvelles sources de financement, sans oublier les dettes du club, qu'ils doivent éponger, tout en présentant un projet sportif ambitieux.

Farès Mohamed Seghir avait pris les commandes administratives du Raed lors de la saison 2016-2017, pour un mandat de quatre ans, mais il n'aura

tenu finalement que trois ans. L'Assemblée extraordinaire de jeudi a été provoquée en réponse à la demande des supporters koubéens, dont une grande majorité avait fait un sit-in devant l'APC pour exiger le départ de l'actuel bureau. Le

RC Kouba a été rétrogradé en Division nationale amateur après avoir terminé 15e et avant-dernier du championnat de ligue 2 Mobilis à l'issue du dernier exercice, avec un modeste capital de seulement 26 points au compteur.

CAN-2019 (PRÉPARATION) : Le Mali et le Cameroun se neutralisent (1-1)

La sélection malienne de football et son homologue camerounaise ont fait match nul (1-1), en match amical de préparation en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019, disputé vendredi à Doha.

Le Mali a ouvert le score par L.Koulibaly (41) et le Cameroun a égalisé par Ekambi K. (45+2). Les Maliens disputeront un deuxième match amical contre l'Algérie dimanche soir à Doha.

Lors de la phase finale de la CAN 2019, organisée du 21 juin au 19 juillet en Egypte, le onze malien évoluera dans le Groupe E, aux côtés de la Tunisie, de la Mauritanie et de l'Angola. Le onze camerounais fait partie de son côté du Groupe F avec le Ghana, le Bénin et la Guinée-Bissau.

Barça : Coutinho assume sa saison ratée

Auteur d'un doublé face à la Bolivie (3-0) ce samedi lors des débuts du Brésil en Copa America, le milieu offensif Philippe Coutinho (27 ans, 34 matchs et 5 buts en Liga cette saison) retrouve des couleurs avec sa sélection après une saison ratée au FC Barcelone. Pour le quotidien espagnol Marca, l'ancien élément de Liverpool a assumé ses mauvaises performances. "Les supporters du Barça ? Je les remercie pour le soutien qu'ils m'ont toujours témoigné."



MU s'invite dans le dossier Lo Celso

Depuis plusieurs semaines, le milieu de terrain du Betis Séville, Giovanni Lo Celso (23 ans, 45 matchs et 16 buts toutes compétitions avec le Betis cette saison), est annoncé avec insistance dans le viseur de Tottenham. Malgré une première offre de 60 millions d'euros repoussée par le club andalou, les Spurs ne lâchent rien et ils comptent bien revenir à la charge (voir ici). Mais le finaliste malheureux de la dernière Ligue des Champions va devoir faire face à un concurrent dans ce dossier. D'après le journal Estadio Deportivo, Manchester United est en effet rentré dans la course avec la ferme intention de remporter la mise, notamment afin d'anticiper le possible départ de Paul Pogba vers le Real Madrid. Très chauds sur ce dossier, les Red Devils seraient disposés à s'acquitter des 75 M€ fixés comme point de départ des négociations par le Betis. Il s'agit évidemment d'une mauvaise nouvelle pour Tottenham, qui a toutefois l'avantage de disputer la prochaine Ligue des Champions, contrairement à MU.

ROMA :

Totti sur le départ !

Retraité des terrains depuis mai 2017 après 28 ans passés avec les équipes de l'AS Rome, Francesco Totti n'a jamais vraiment quitté son club de toujours puisqu'il avait aussitôt enfilé un costume de dirigeant aux contours assez flous chez les Giallorossi. Mais cette fois, l'histoire d'amour semble vraiment toucher à son terme et la presse transalpine affirme que l'Italien va convoquer une conférence de presse lundi pour annoncer son départ.

Vexé de ne pas s'être vu proposer un poste à responsabilités et agacé par la gestion du dossier Daniele De Rossi, parti libre au terme d'une saison éprouvante, l'ancien attaquant juge visiblement qu'il est préférable d'aller voir ailleurs...

LIVERPOOL: Fabinho et l'importance de Mané

Vainqueur de la Ligue des Champions et 2e de Premier League, Liverpool a réalisé une saison énorme, notamment grâce à son attaquant Sadio Mané (27 ans, 50 matchs et 26 buts toutes compétitions cette saison). Régulier tout au long de l'exercice, le Sénégalais a bluffé son coéquipier Fabinho (25 ans, 41 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison).

"C'est vraiment un joueur impressionnant, a encensé le milieu sur le site officiel des Reds. Il est infatigable, il joue tous les matchs avec un tel niveau d'intensité et de concentration. Inutile de parler de ses qualités techniques, il fait toujours la différence pour nous. C'est un joueur complet, il te donne l'option pour une passe courte ou longue. Il participe aussi à la construction. C'est un grand joueur qui

possède une forme incroyable, c'est très important pour sa confiance."

Et l'ancien Messin a également un rôle en dehors du terrain.

"Je parle un peu avec lui vu que

l'on parle tous les deux français, mon français est toujours meilleur que mon anglais. C'est un bon coéquipier. Sadio a vraiment été important pour nous cette saison", a insisté le Brésilien.



Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmadjid TAREB

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **SITE :** http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION :** S.I.A.
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL. :** 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX :** 021.73.95.59 / 021.73.99.19

Dimanche 16 juin 2019 / 13 Chawwal 1440 - N° 2240 - 6^e année

JUSTICE

Installation de Abderrachid Tabi au poste de Premier président de la Cour suprême

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Slimane Brahmi, a présidé, hier à Alger, la cérémonie d'installation du nouveau Premier président de la Cour suprême, Abderrachid Tabi. Cette cérémonie, qui a eu lieu au siège de la Cour suprême, a vu également l'installation du Procureur général, Abderrahim Madjid. Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, avait procédé, lundi dernier, à la nomination de M. Abderrachid Tabi au poste de Premier président de la Cour suprême en remplacement de Slimane Boudi, qui occupait ce poste depuis 2013, et de M. Abderrahim Madjid, Procureur général près la Cour suprême, en remplacement de Benabid El Ouardi. Agé de 59 ans, M. Abderrachid Tabi est diplômé de l'Ecole nationale d'Administration (ENA) en 1983 et titulaire du diplôme de l'Ecole nationale d'administration publique de Québec (ENAP) au Canada. M. Tabi a occupé les postes de Secrétaire général (SG) du Tribunal militaire de Blida (dans le cadre du service national), de procureur de la République près plusieurs tribunaux (Sidi Aissa, Sour El Ghozlane, Bousaâda et Bouhadjar), de Procureur général adjoint près la Cour de Sétif, de Directeur du personnel de rééducation au ministère de la Justice, de chef de cabinet du ministre de la Justice, garde des Sceaux, de Procureur général près les Cours d'Oum El-Bouaghi et de Bouira et avocat général et Procureur général adjoint près la Cour suprême. M. Tabi a occupé également des postes supérieurs en dehors du secteur de la justice, notamment ceux de chef de cabinet du gouvernement d'Ahmed Benbitour, de chef de cabinet du ministre des Moudjahidine, de chef de cabinet du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), de Secrétaire général de l'APN et de Directeur général des relations internationales au sein de la même instance législative. Il a participé, en cette qualité, à plusieurs rencontres internationales et conférences régionales dans la cadre de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), de l'Union interparlementaire (UIP), de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), de la Cour pénale internationale (CPI), du Parlement européen, ainsi qu'aux séances d'Audition parlementaire annuelle des Nations-Unies et de l'Union des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI).

APS

SAISON ESTIVALE :

Près de 10.000 enfants des wilayas du Sud et du Sahara occidental dans les camps d'été à Alger

Près de 10.000 enfants issus de différentes wilayas du sud du pays ainsi que du Sahara occidental seront prochainement accueillis aux centres de vacances et de loisirs au niveau de la wilaya d'Alger, dans le cadre du programme des camps d'été, supervisé par le ministère de la Jeunesse et des Sports, a indiqué vendredi le directeur de wilaya de la Jeunesse et des Sports, Tarek Kerrache.



Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du ministère de la Jeunesse et des Sports consacré à la saison estivale 2019, et ce au niveau des centres de vacances et de loisirs de jeunes, soulignant que 10 centres d'été ont été consacrés à l'accueil de près de 10.000 enfants venus de différentes wilayas du Sud (Tamanrasset, Adrar et Ouargla) et de groupes d'enfants originaires de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), qui viendront passer leurs vacances d'été dans une ambiance conviviale, a précisé M. Kerrache à l'APS.

Ces centres dont la capacité d'accueil peut atteindre plus de 1000 personnes, sont supervisés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, et répartis sur quatre principaux sites, à savoir: Sidi Fredj, Staoueli, Zéralda et El-Kadous, qui ont été aménagés en espaces de divertissement et de loisirs au profit des enfants, a expliqué le responsable, indiquant qu'un staff administratif, technique et médical avait suivi l'ensemble des procédures et mesures d'accueil, en vue d'assurer tous les

moyens de détente et de sécurité aux enfants durant les cinq sessions de ce programme. Afin de garantir le bien-être des estivalants, âgés de 6 à 14 ans, la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Alger a mobilisé des encadreurs qui veilleront à prodiguer tous les services aux enfants, d'autant que ces colonies de vacances seront l'occasion pour les enfants de profiter de la beauté des plages d'Alger et de renforcer leurs capacités intellectuelles à travers les activités culturelles, artistiques et de divertissement, a-t-il estimé.

Par ailleurs, M. Kerrache a rappelé que le ministère avait recensé, cette année, plus de 26.000 enfants au niveau national, qui bénéficieront du programme des colonies de vacances, à travers les centres et camps d'été dans les wilayas côtières, originaires en majorité du Sud algérien.

Il a fait savoir, en outre, que dans le cadre du plan bleu (1 juillet-31 août prochain), 45.000 enfants et leurs familles issus de différentes cités de la capitale, à l'instar de celles concernées par les opérations de relogement, bénéficieront de sorties quotidiennes à la plage et ce en coordination avec les communes et les accompagnateurs de cités. Ledit programme comprend des visites touristiques au profit de 4000 enfants et jeunes aux plages de Ain Témouchent, d'El Tarf, de Mostaganem et de Boumerdes, en vue de faire connaître les régions et sites historiques que recèle l'Algérie, a-t-il soutenu, indiquant que la direction de la Jeunesse et des Sports prendrait en charge leur transport, hébergement, restauration et sécurité. A ce titre, le même responsable a précisé que le secteur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Alger avançait actuellement, à différents rythmes, dans la réalisation de 18 projets de piscines de proximité, pour un montant de 600 milliards de centimes, qui seront grandement réceptionnées. Ces structures sportives sont à même, dès leur entrée en service, d'attirer une grande partie de jeunes, en vue d'encourager l'esprit de compétition et de permettre aux associations et écoles spécialisées de former et de préparer des nageurs professionnels aux prochains rendez-vous et championnats sportifs.

SIDI BEL-ABBÈS : Sortie de la 59^e promotion des agents de la police judiciaire de l'Ecole des sous-officiers de la Gendarmerie nationale

Une cérémonie de prestation de serment de la 59^e promotion des agents de la police judiciaire sortante de l'Ecole des sous-officiers de la Gendarmerie nationale a été organisée hier à la cour de Sidi Bel-Abbès.

Cette cérémonie ayant concerné plus de 1.000 agents de la police judiciaire s'est déroulée lors d'une séance plénière, présidée par le procureur général, en présence du président de la cour et du procureur de la République près le tribunal de Sidi

Bel Abbès. Selon le responsable du bureau de la communication, de l'information et de l'orientation de l'orientation de l'Ecole des sous-officiers de la Gendarmerie nationale, le capitaine Belbey Ghrioua, cette promotion a suivi une formation de deux ans. La première année a porté sur une formation militaire et la deuxième année a été dédiée à une formation professionnelle spécialisée. La responsable a indiqué que la formation dispensée aux stagiaires leur

permet d'assumer pleinement leurs missions dans le cadre du respect total et strict des lois de la République, la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Les élèves sous-officiers ont acquis également des connaissances leur permettant de maîtriser les technologies de pointe utilisées dans la lutte contre le crime. Ces agents de la police judiciaire exerceront leurs missions au niveau des unités de la gendarmerie à travers le territoire national, a-t-on ajouté.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE 120 kg de kif traité saisis à Aïn Defla, Bechar, Tlemcen, et Oran



Cent-vingt (120) kilogrammes de kif traité ont été saisis vendredi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières à Aïn Defla, Bechar, Tlemcen, et Oran, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont saisi, le 14 juin 2019, à Aïn Defla (1^{ère} Région militaire),

Bechar (3^e RM), Tlemcen, et Oran (2^e RM), 120 kilogrammes de kif traité", précise le communiqué. D'autre part, un détachement de l'ANP a intercepté à Tamanrasset (6^e RM), quatre (4) orpailleurs et saisi deux (2) groupes électrogènes et trois (3) marteaux piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Khenchela (5^e RM), une (1) personne et saisi un (1) fusil de chasse et une quantité de munitions", note la même source. Par ailleurs, "dix (10) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Aïn Salah (6^e RM) et Tébessa (5^e RM)", ajoute le communiqué.